

L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires

Monsieur Georges Mink, Monsieur Jean-Charles Szurek

Citer ce document / Cite this document :

Mink Georges, Szurek Jean-Charles. L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires. In: Revue française de science politique, 48^e année, n°1, 1998. pp. 3-41;

doi : <https://doi.org/10.3406/rfsp.1998.395250>

https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1998_num_48_1_395250

Fichier pdf généré le 26/04/2018

Résumé

La révolution de 1989 en Europe centrale et orientale a été largement négociée entre les élites communistes et l'opposition. Grâce à ce mode de transition, les élites de l'Ancien Régime ont réussi à créer les conditions de leur survie au point de former un des noyaux centraux d'une classe entrepreneuriale in statu nascendi et d'obtenir sur le plan politique une rapide légitimation électorale. Cette conversion réussie a provoqué une floraison de théories du complot selon lesquelles les communistes auraient pérennisé leur domination politique et économique au-delà du socialisme réel. Prenant le contre-pied de ces théories, ce travail fondé sur une enquête qualitative menée sur les anciennes élites communistes après 1989 examine le processus de conversion en montrant la lente interpénétration entre le cœur du système, le parti, dans les pays les plus ouverts à la future économie de marché (Pologne et Hongrie) et le secteur privé, jusqu'à englober les franges entières de la nomenklatura. Les auteurs concluent à l'existence de deux modèles de sortie du communisme, un modèle tchèque (stratégie de survie) et un modèle hungaro-polonais (stratégie d'anticipation) qu'illustrent les réorientations biographiques et les reconstructions identitaires.

Abstract

La révolution de 1989 en Europe centrale et orientale a été largement négociée entre les élites communistes et l'opposition. Grâce à ce mode de transition, les élites de l'Ancien Régime ont réussi à créer les conditions de leur survie au point de former un des noyaux centraux d'une classe entrepreneuriale in statu nascendi et d'obtenir sur le plan politique une rapide légitimation électorale. Cette conversion réussie a provoqué une floraison de théories du complot selon lesquelles les communistes auraient pérennisé leur domination politique et économique au-delà du socialisme réel. Prenant le contre-pied de ces théories, ce travail fondé sur une enquête qualitative menée sur les anciennes élites communistes après 1989 examine le processus de conversion en montrant la lente interpénétration entre le cœur du système, le parti, dans les pays les plus ouverts à la future économie de marché (Pologne et Hongrie) et le secteur privé, jusqu'à englober les franges entières de la nomenklatura. Les auteurs concluent à l'existence de deux modèles de sortie du communisme, un modèle tchèque (stratégie de survie) et un modèle hungaro-polonais (stratégie d'anticipation) qu'illustrent les réorientations biographiques et les reconstructions identitaires. The former communist elites in central europe : strategies, resources and identity reconstructions

The 1989 revolution in central and eastern Europe was largely negotiated by the communist elites and their opposition. Thanks to this peaceful transition, the elites of the former regime were able to set up survival conditions to such an extent that they now form one of the nuclei of an emergent entrepreneurial class and have achieved a rapid political-electoral legitimation. This successful conversion has given birth to an array of conspiracy theories, according to which communists have entrenched their political and economic rule after real socialism. Contrary to these theories, this article, based on a qualitative survey of post-1989 communist elites, examines the conversion process and shows the slow inter-penetration between the heart of the system, the Party, in the countries already most open to the future market economy (Poland and Hungary), and the private sector, to the point of encompassing entire portions of the nomenklatura. The authors conclude that there are two models of exit from communism, a Czech model (strategy of survival) and a Hungarian-Polish model (anticipatory strategy), illustrated by biographical reorientations and identity reconstructions.

L'ANCIENNE ÉLITE COMMUNISTE EN EUROPE CENTRALE STRATÉGIES, RESSOURCES ET RECONSTRUCTIONS IDENTITAIRES

GEORGES MINK, JEAN-CHARLES SZUREK

Tout comme la naissance de la bourgeoisie a précédé celle du capitalisme, la naissance d'un groupe d'acteurs du capitalisme post communiste a précédé l'effondrement du régime, bien qu'à une échelle plus modeste, en raison du caractère périphérique de l'économie de marché. De façon générale, dans tous les pays communistes, l'économie parallèle, le secteur privé, ont constitué un champ d'action et d'expérimentation pour nombre d'acteurs économiques. Dans certains de ces pays, c'est au sein du parti-État, au cœur du système politique, dans les rangs de la nomenklatura, que s'est produit un mouvement de *conversion* des élites politiques et économiques, surtout économiques. Acteurs importants de la transition du régime, elles constituent une des composantes les plus controversées de la nouvelle classe des entrepreneurs.

LE DÉBAT SUR LE RÔLE ET LA PLACE DE LA NOMENKLATURA DANS LA TRANSITION DE RÉGIME

Cette conversion a été observée très tôt par certains sociologues européens¹ qui ont eu l'intuition que la nomenklatura avait entrepris une transformation précoce des rapports de propriété, avant 1989 et reproduit ainsi, au seuil du changement de régime, une position *dominante* dans le système économique grâce à l'utilisation de sa situation politique dans l'Ancien Régime. L'instrument de cette conversion aurait donc été, selon la sociologue polonaise Jadwiga Staniszkis, le « capital politique ». Plus trivialement, ces sociologues énoncèrent une sorte d'injustice paradoxale de l'Histoire : les communistes auraient anticipé sur la révolution anticommuniste et procapitaliste pour devenir les grands champions du capitalisme naissant. Ces hypothèses furent formulées à une époque où l'on ne pouvait encore prévoir les effets sociaux de 1989 (par exemple, en termes de mobilité structurelle), notamment la possibilité d'accéder à la classe entrepreneuriale pour d'autres groupes sociaux et l'ampleur de la demande en « nouveaux capitalistes ». Rappelons que, pour un pays comme la Pologne, le secteur privé emploie depuis quelques années déjà plus de 60 % de la main-d'œuvre. Si l'on examine deux hypothèses concurrentes, celle de la « repro-

1. Cf. E. Hankiss, *East European Alternatives*, Oxford, Clarendon Press, 1990; J. Staniszkis, *The Dynamics of Breakthrough in Eastern Europe*, Berkeley, University of California Press, 1991.

duction» des élites ou celle de leur «circulation», on observe avec le temps une relativisation de la reproduction des anciennes élites. Il en va inversement dans l'espace politique. La reproduction (conversion) politique réussie au sommet de la hiérarchie (d'un parti communiste au pouvoir vers une social-démocratie en économie de marché) pouvait sembler d'abord faible en raison des lois de lustration, mais elle s'est révélée finalement importante, à la faveur du renversement de la tendance électorale.

Les hypothèses d'une *entente* entre les élites (ce que le sociologue hongrois Elémer Hankiss a appelé la Grande Coalition) ou de la *préméditation* (manipulation juridique en faveur de la nomenklatura d'après Jadwiga Staniszkis), qui auraient facilité la naissance du capitalisme «sauvage» ou «spontané» (version hongroise) ou du capitalisme «politique» (version polonaise), formulées dans le climat «révolutionnaire» de l'après 1989, ont donc été très en vogue et largement instrumentalisées par les acteurs politiques.

La thèse de la préméditation (complot de la nomenklatura) ne résiste pas à l'épreuve des faits. En Tchécoslovaquie, où la surprise de l'effondrement du communisme fut quasi intégrale, il n'était pas question de choisir librement une sortie confortable de la carrière d'apparatchik pour épouser le destin d'entrepreneur, mais bien plutôt de survivre, dans une conjoncture répressive (les lois de «lustrance») consécutive à la «révolution de velours». Parmi les catégories victimes du changement, se trouvaient aussi les anciens cadres politiques. Pourtant, ils ont été capables de maintenir, grâce à leurs facultés d'adaptation au néo-capitalisme, leur statut matériel, davantage que les ouvriers ou les paysans en difficulté. Selon les calculs de mobilité effectués par le sociologue tchèque P. Mateju¹, les individus les plus mobiles sont ceux qui combinent le statut de cadre supérieur avec l'appartenance au Parti communiste tchécoslovaque en 1989. Certes, la spécificité historique de ce pays fait que cette même combinaison (cadre supérieur/membre du PCT) a donné autant de chances à ce groupe de régresser sur l'échelle sociale (sanction politique) que de faire une ascension plus rapide que d'autres groupes vers la position d'entrepreneur: selon les calculs de P. Mateju, 57 % des professionnels qualifiés non-membres du parti n'ont pas bougé de leur position dans la hiérarchie socio-professionnelle après 1989, mais ils étaient encore 43 % à demeurer dans la même position dans le cas où ils cumulaient la qualité de professionnel qualifié et de membre du parti.

La sociologue hongroise Erzsebet Szalai² a proposé de distinguer à l'intérieur du groupe de la nomenklatura deux sous-groupes: celui des vieux «bureaucrates», recrutés suivant le critère du conformisme politique des années cinquante et soixante, et celui des jeunes «technocrates», recrutés suivant le critère de compétence. Selon elle, ce sont les jeunes technocrates qui quittaient l'appareil pour la couche entrepreneuriale tandis que les vieux bureaucrates cherchaient à conserver leur statut en se maintenant dans les

1. P. Mateju, Bl. Rehakova: «Revoluce pro koho? Analyza vybranych vzorcu intergeneracni mobility v obdobi 1989-1992», *Sociologicky Casopis*, 3, 1993, p. 309-325.

2. B. Szalai, «The Power Structure in Hungary after the Political Transition» dans Ch. G. A. Bryant, E. Mokrzycki (eds), *The New Great Transformation? Change and Continuity in East-central Europe*, London, Routledge, 1994.

hiérarchies bureaucratiques de l'économie et de l'État. Cette stratification de générations, à l'origine de la diversité, voire des conflits internes, de l'élite politique du communisme en déclin, fut déjà observée sous une forme embryonnaire au tournant des années soixante-dix par le sociologue polonais Zygmunt Bauman¹. D'autres travaux de sociologie institutionnelle portant sur les sociétés de type soviétique peu de temps avant l'écroulement du régime se sont appliqués à démontrer que le système concentrique du pouvoir avait tendance à se relâcher, à se fluidifier, à augmenter le nombre de ses cercles extérieurs. Ainsi, à la fin des années quatre-vingt, le spectre des catégories que géraient les départements du personnel responsables des postes de responsabilité (les listes des nomenklaturas) s'est-il élargi et certaines catégories, comme celle des directeurs d'entreprises, étaient même soustraites à leur contrôle. Le sociologue polonais Antoni Kaminski² a pu parler du cercle *intérieur* (où l'adhésion aux valeurs politiques dominantes constituait le principal critère de recrutement) et du cercle *extérieur* (où le critère de compétence et, plus généralement les critères méritocratiques, étaient à la source du recrutement) des élites communistes. La thèse abrupte sur l'appropriation politique du capital fut ainsi plus nuancée.

Enfin, le débat a progressé grâce au travail empirique conduit par Szelenyi, Treiman et Wnuk-Lipinski³ et Hanley et al.⁴: les enquêtes de mobilité sociale menées par les sociologues est-européens en 1992-1993 dans quatre pays centre et est-européens (en Pologne, Hongrie et Russie par une équipe américano-hungaro-polono-russe et en République tchèque par une équipe de ce pays) ont permis de cerner le poids et la place des anciennes élites depuis le changement de 1989. Elles indiquent en particulier, pour le propos qui nous intéresse ici, les capacités et le degré de reproduction de l'ancienne nomenklatura économique. La reproduction de la nomenklatura politique nous intéresse moins dans la mesure où elle est largement soumise aux résultats fluctuants des consultations électorales.

Dans les quatre pays étudiés, plusieurs tendances sont manifestes. Tout d'abord, l'idée que l'ensemble de la nomenklatura aurait gagné au changement de régime est sérieusement malmenée. Il y a bien eu un « effet révolutionnaire » puisqu'une partie non négligeable de l'ancienne élite a été arrêtée dans son ascension. Ainsi en Pologne et en Hongrie, c'est près de 20 % de la nomenklatura qui a pris une retraite anticipée ou qui s'est retrouvée déchu de ses avantages. On retrouve les mêmes proportions pour la haute nomenklatura en République tchèque. C'est en Russie que cette « descente » a été la moins dure puisqu'elle ne concerne que 9,4 % de l'ancienne élite. Il est certain que le large rajeunissement de la nomenklatura sous Gorbatchev y est pour quelque chose⁵.

1. Z. Bauman, « Socjalizm drugiego pokolenia » (Le socialisme de la deuxième génération), *Aneks*, 2, 1973, p. 36-59.

2. A. Z. Kaminski, « An Institutional Theory of the Communist Regimes », San Francisco, ICS Press, 1992.

3. I. Szelenyi, D. Treiman, E. Wnuk-Lipinski (eds), *Elity w Polsce, w Rosji i na Węgrzech, wymiana czy reprodukcja* (Les élites en Pologne, en Russie et en Hongrie, circulation ou reproduction), Varsovie, 1995.

4. E. Hanley, P. Mateju, K. Vlachova, J. Krejci (eds), *The Making of Post-Communist Elites in the Czech Republic, Hungary and Poland*, working paper, 1996.

5. I. Szelenyi, D. Treiman, E. Wnuk-Lipinski (eds), *op.cit.*, p. 43.

L'autre tendance notable, c'est l'afflux de la nomenklatura vers la création d'entreprises privées. En Hongrie et en Pologne, respectivement 28,2 % et 25,0 % des ex-nomenklaturistes deviennent entrepreneurs pour leur propre compte¹. Pour la République tchèque, la proportion avoisine les 20 %², et 16,3 % en Russie. Mais ces chiffres sont encore plus parlants lorsqu'on analyse la nomenklatura économique seule. En Hongrie, c'est près de la moitié de la nomenklatura économique qui déploie ses activités dans l'entreprise privée (43 %), en Pologne 30,8 %, en Russie 16,7 %. En Pologne, c'est dans le secteur économique que les phénomènes de reproduction sont les plus patents : dans le secteur privé comme dans le secteur public, la proportion d'anciens responsables de la nomenklatura avoisine les 50 %, le taux d'ex-membres du parti y dépasse 40 %³. Le secteur coopératif bat tous les records : le «taux de reproduction» approche les 70 %. Enfin, la Russie occupe dans le processus de transformation une place à part : les changements y sont moins perceptibles et la reproduction de l'ex-nomenklatura, en particulier de l'appareil économique, plus assurée. La chute de l'État soviétique n'a pas signifié l'élimination des directeurs d'entreprises : en 1993, c'étaient les mêmes qu'en 1991. En fait, c'est plus de 57 % de l'ancienne nomenklatura de 1988 qui a réussi à se maintenir dans l'élite de 1993⁴.

Les enquêtes de *mobilité* des sociologues est-européens ont apporté au débat sur la nomenklatura une donnée nouvelle, bien saisie par Ivan Szelenyi : si la nomenklatura se reproduisait de façon si notable, si massive, ce ne pouvait être uniquement en raison de son positionnement politique mais en raison des différents *capitaux* dont elle était dotée. Surtout, dit I. Szelenyi, s'appuyant sur les travaux de Pierre Bourdieu, parce que la nomenklatura bénéficiait d'un capital culturel historiquement enraciné qui n'excluait pas, bien sûr, cet attribut essentiel que constituait le *capital politique* dû à l'appartenance au parti.

Les interrogations sur le rôle de la nomenklatura dans la formation du capitalisme post communiste peuvent être ainsi résumées par deux options fortes. La première explique la genèse de ce phénomène par un calcul anticipateur (J. Staniszkis) ou par le pragmatisme politique (E. Hankiss). La seconde débouche, *via* les enquêtes de mobilité, sur le constat du poids réel, mais non prépondérant, de ce groupe dans la nouvelle élite économique (I. Szelenyi, P. Mateju, etc.).

Les deux thèses s'accordent sur l'existence corrélée «d'une rente de situation» de la nomenklatura (variable capital politique) avec une capacité d'adaptation (variable capital culturel).

Quant à nous, nous avons voulu observer ce phénomène de *l'intérieur* : comment un groupe éduqué dans le moule idéologique de la propriété collective a-t-il pu sauter le pas vers le capitalisme ? Était-ce sans états d'âme ?

1. J. Wasilewski, «La nomenklatura : vers quel destin social?», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 4, 1994, p. 39, tableau 3.

2. P. Mateju, *op.cit.*

3. E. Wnuk Lipinski-Wasilewski, dans I. Szelenyi, D. Treiman, E. Wnuk-Lipinski (eds), *op.cit.*, p. 70-72, tableaux 3.1-3.3.

4. *Ibid.*, p. 44.

Notre enquête nous a amenés à saisir la complexité de la *légitimation* du capitalisme par les instances mêmes du parti. Elle nous a aussi conduits à reconstruire la *chaîne* par laquelle a transité le modèle de ce capitalisme (cf. *infra* notre schème des trois cercles) et enfin à comprendre la *diversité* des *trajectoires* et des *motivations* des acteurs institutionnels et individuels. Cela nous a permis de dégager une explication distincte des précédentes, sous la forme de *trois cercles de conversion allant du centre du système vers sa périphérie*.

Nos propres travaux ont pour ambition non pas tant de souligner le rôle central de l'ex-nomenklatura dans les structures socio-économiques, politiques, de l'après-communisme que de montrer que l'implosion du « socialisme réel » obéit autant à la transformation des *institutions centrales* qui le guident (le parti) qu'à la *mutation* de sa classe dirigeante, la nomenklatura.

DIVERSITÉ DES MODES ET DES TRAJECTOIRES DE CONVERSION

Tout d'abord, que faut-il entendre par nomenklatura ? Peu de travaux ont abordé cette question¹. La nomenklatura, c'était d'abord la liste, nominative et confidentielle, des postes d'encadrement, du haut vers le bas, de la vie sociale et politique, tels que les avait établis le parti. Le parti, en général par l'entremise du département des cadres du Comité central, contrôlait et gérait ces postes au niveau central, ce même phénomène se reproduisant au niveau local et régional. Pour en faire partie, il n'était pas nécessaire d'être membre du parti, bien que cela fût généralement le cas². Le système de nomenklatura englobait ainsi, dans un pays comme la Pologne, environ cent mille personnes en 1975³. Pour rendre compte de la dichotomie nous/eux, la notion de nomenklatura s'est imposée comme celle d'un *véritable groupe dominant*, avec des individus de même statut social, un même système de valeurs, des comportements convergents. Cette définition, issue du langage courant, recouvre l'auto-définition administrative établie par le parti. Dans le régime communiste, la nomenklatura regroupait effectivement l'essentiel des élites politiques et économiques et pouvait, à ce titre, constituer un groupe « en soi » et « pour soi ».

1989 est précédé par un processus de *conversion* que l'on peut décrire par trois cercles concentriques, allant du *centre* même du système à ses zones *les plus extérieures* :

1. *Le centre du système*. En Pologne et en Hongrie, les deux pays les plus traditionnellement ouverts, grâce au secteur privé ou à l'économie parallèle, à des échanges économiques complexes, échanges alimentés égale-

1. Mentionnons ceux de Gh. Ionescu, *L'avenir politique de l'Europe orientale*, Paris, SEDEIS, 1967, qui a publié la liste de la nomenklatura roumaine ; de B. Harasymiw, « Nomenklatura : The Soviet Communist Party's Leadership Recruitment System », *Canadian Journal of Political Science*, 11(4), décembre 1969, qui décrit le système soviétique, ainsi que ceux de Th. Lowit : « Y a-t-il des États en Europe de l'Est ? », *Revue française de sociologie*, 2, avril-juin 1979 p. 431-464 ; « Le parti polymorphe en Europe de l'Est », *Revue française de science politique*, 29, 4-5, octobre 1979.

2. Th. Lowit : « Y a-t-il des États en Europe de l'Est ? », art. cité, p.444.

3. *Ibid.*, p. 445.

ment par de longues migrations économiques et la présence de capitaux étrangers, c'est au cœur même du pouvoir communiste qu'émerge une transformation radicale: celle-ci concerne le *régime de propriété* et les *mécanismes de transformation du capital*. Le parti-État procéda alors à un ensemble de changements institutionnels dont les symptômes les plus évidents furent:

– l'irruption du critère de *compétence* aux postes de direction au détriment du critère politique. Cette modification ne concernait pas seulement les entreprises publiques où, à partir de 1988, c'étaient les personnels qui, en Pologne et en Hongrie, choisissaient leurs directeurs, mais aussi la nomenklatura elle-même qui se libérait de ses propres critères d'admission.

– une *soumission de fait à l'économie de marché*. Pour accroître ses liquidités, les prélèvements habituels sur le budget de l'État n'y suffisant plus, le parti lui-même a invité ses organisations à transformer les biens du parti en sociétés anonymes. Ainsi, en Pologne, durant toute l'année 1988, le parti, faisant réactiver une loi de 1934 sur les sociétés anonymes, a juridiquement transformé son patrimoine: les comités locaux, régionaux, et même le Comité central ont créé des sociétés privées qui se sont adonnées à des activités économiques pour le compte du parti. Il serait toutefois abusif d'affirmer qu'il a sciemment procédé à cette transformation, c'est-à-dire en perspective d'une compétition démocratique pour le pouvoir. En fait, il mettait en place des mécanismes d'adaptation à l'économie de marché avec une double certitude: celle de rester aux commandes et celle de devoir passer des compromis (cf. *infra* «De l'État-parti au parti capitaliste»).

2. *La nomenklatura «initiée» dans le cadre de lois d'«auto-appropriation»*. En Hongrie et en Pologne, le parti a fait voter des lois en 1988 et 1989 qui permettent à une partie du personnel d'encadrement des entreprises, à la nomenklatura économique, d'entrer en possession des actifs des entreprises. Ces lois ont été dénoncées comme des lois par lesquelles la nomenklatura entrait en possession légale de biens publics. Là aussi, la réalité fut plus complexe car ces lois, dans l'esprit du législateur, étaient censées à l'époque dynamiser l'économie par la mise en place de secteurs concurrentiels. Par le fait que ces lois autorisèrent des cumuls (on pouvait diriger une entreprise publique *et* une entreprise privée en même temps, la première passant des commandes à la seconde), une certaine accumulation du capital a pu s'opérer entre 1989 et 1990, date à laquelle les cumuls furent interdits. Au bout du compte, peu de ces nomenklaturistes furent ultérieurement condamnés, faute de preuves, d'instruments juridiques appropriés, et de réelles charges (cf. *infra* «De la nomenklatura à la classe des capitalistes»).

3. *La masse de la nomenklatura, en tant que couche sociale apte à la reconversion: directeurs sous le communisme, entrepreneurs sous le capitalisme*. Indépendamment des lois et des actions du parti en faveur du marché, c'est au sein de la nomenklatura elle-même, en tant que couche ou classe historiquement formée sous le communisme, que se recrutent une bonne part des meilleurs entrepreneurs du capitalisme postcommuniste. Ils le sont authentiquement, formés dans le sérail communiste, attendant sans impatience leur heure. Image idyllique? Nullement: pour ces ingénieurs

L'ancienne élite communiste en Europe centrale

diplômés, massivement créés par le communisme, issus du monde ouvrier, et qui formeront l'ossature de la nomenklatura – c'est ce que montrent aussi les enquêtes de mobilité sociale¹ –, l'appartenance au parti constituait un « passeport nécessaire » de réussite sociale. Lors des moments de rare et intense politisation de ces sociétés (épopée de Solidarnosc en 1980-1981, Printemps de Prague), ils affrontèrent certes des conflits et des dilemmes mais ceux-ci ne changèrent rien à leurs *facultés d'adaptation* et leur degré de préparation. Leur *capital culturel* et *social* joua bien davantage que le capital physique acquis grâce aux lois d'« auto-appropriation » de la dernière période du communisme. Ils sont, pour beaucoup d'entre eux, *prédisposés* pour ces raisons à devenir de futurs capitalistes.

Dans ce processus de mutation d'un système à l'autre, la nomenklatura occupe une place d'autant plus centrale qu'elle aurait réussi une conversion particulièrement agile, caractéristique – rare – d'une *convertibilité* d'un système à l'autre. Transférer un type d'action à un autre, dominer la mobilité des schèmes, acquérir un savoir-faire pour l'affecter ailleurs – autant de traits classiques des conversions installées dans des systèmes stables. La révolution de 1989 a certes perturbé de multiples aspects du capital social des anciennes élites communistes, mais elles ont pu cependant parvenir à le mobiliser avec succès, à la façon du parti *polymorphe* d'hier – l'expression est de Thomas Lowit –, en faveur d'un système politico-social pour lequel elles n'étaient pas préparées et qu'elles avaient combattu.

Modes de reconversion de l'ex-nomenklatura (1988-1992)²

<i>Temporalités de la mobilisation</i> « 3 Cercles »	<i>Ressources et mécanismes</i>	<i>Différenciation des cas</i>	<i>Type d'entrepreneuriat</i>
1/ Privatisation du parti	1/ Privatisation politique	Pologne	Volontaire
2/ Lois	2/ Privatisation par transformation juridique	Pologne, Hongrie	Volontaire et contraint
	3/ Mise en valeur des capitaux : culturel, social, financier, mobilisation familiale	Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie	Volontaire et contraint

Que reste-t-il au demeurant de ce capital social ? L'ex-nomenklatura ne bénéficiait pas seulement, grâce à la *mobilité sociale* engendrée par la « révolution communiste » (la soviétisation si l'on préfère), de ce *human capital* ou capital culturel propre aux élites techniciennes des sociétés de

1. I. Szelenyi, D. Treiman, E. Wnuk-Lipinski (eds), *op.cit.*

2. Pour saisir la dynamique des trajectoires de l'ancienne nomenklatura et ses moyens et facultés d'adaptation au cours du processus de changement de régime, nous avons opté pour une enquête qualitative par entretiens semi-directifs menée entre 1992 et 1994 auprès d'anciens responsables du secteur économique en Pologne, Hongrie et République tchèque. Nous avons réalisé 32 entretiens en Pologne, sept entretiens en République tchèque, neuf en Hongrie. Cette enquête a été réalisée grâce à une subvention du ministère de la Recherche.

type soviétique (diplôme technique de haut niveau), elle bénéficiait aussi du vaste capital social et politique (réseaux sociaux découlant notamment de l'appartenance au parti). L'enquête que nous avons menée a mis en évidence que si l'ancien capital social jouait un rôle important dans la reconversion, il ne se reproduisait pas à l'identique : en peu de temps, ce capital social s'est recomposé en fonction des nouveaux intérêts, enjeux, déplacements de ces anciennes-nouvelles élites. Les destructions inévitables de l'ancien capital social ont été compensées par des constructions sociales (nouveaux réseaux, nouveaux rapports dans la micro-économie, etc.) qui les ont vite supplantées.

ANTICIPATIONS, CALCULS ET RESSOURCES DES ACTEURS (COLLECTIFS ET INDIVIDUELS)

DE L'ÉTAT-PARTI AU PARTI CAPITALISTE

Tant l'abandon progressif du pouvoir en 1989 que l'alourdissement constant, au cours des années précédentes, des coûts de l'appareil (Comité central, comités régionaux) ont conduit les responsables du POUP à chercher de nouvelles voies de financement d'autant que la part des cotisations, dans les recettes, avaient régulièrement baissé.

Publiées en 1994, les archives du POUP, pour la période 1988-1989, permettent d'éclairer ce processus¹. Une note, en date du 7 août 1989, fait état de recherches de « sources alternatives de financement du parti »²; en effet, « les difficultés budgétaires auxquelles est confronté le parti exigent que l'on entreprenne, de façon urgente, des actions tous azimuts destinées à améliorer cette situation et à ramener, dans une perspective ultérieure, l'indépendance financière du parti »³.

L'appareil était censé s'amenuiser considérablement, par des réductions de personnes et de biens improductifs. Simultanément, pour s'adapter aux « conditions politiques mouvantes », il devait trouver des activités rentables :

1. *Tajne dokumenty Biura Politycznego i Sekretariatu KC: Ostatni rok władzy 1988-1989* (Documents secrets du Bureau politique et du secrétariat du Comité central : la dernière année de pouvoir 1988-1989), Londres, Aneks, 1994, 490 p. Cette publication peut surprendre à plus d'un titre. Par le fait, d'abord, que la loi trentenaire n'a pas été respectée. D'autre part, le général Jaruzelski a maintes fois répété qu'il avait donné l'ordre, à la fin de l'année 1989, de détruire les retranscriptions sténographiques des réunions du Bureau politique des dernières années du régime communiste. En revanche, les documents du secrétariat du Comité central, sorte d'état-major du parti, ont été conservés. Ce sont ces documents qui ont été publiés dans ce livre ainsi que les retranscriptions des réunions du Bureau politique tenues entre les sessions plénières du Comité central, non détruites. Les réunions du secrétariat étaient plus rares que celles du Bureau politique, elles n'en éclairent pas moins utilement le climat et les décisions prises par les dirigeants polonais en 1988-1989.

2. *Notatka w sprawie alternatywnych zrodელ finansowania Partii* (Note au sujet de sources alternatives de financement du parti), Secrétariat de la Commission de politique socio-économique du Comité central du POUP, Varsovie, 7 août 1989, Document, n° 72, *ibid.*, p.459-462.

3. *Ibid.*, p. 459.

«Pour trouver des fonds, il importe de développer à grande échelle une activité économique menée *pour leur propre compte* par le Comité central et les comités de voïvodies»¹. Il fallait, pour y parvenir, mettre en valeur l'infrastructure du parti (bâtiments administratifs, centres de repos, biens divers) et, surtout, «intensifier et achever rapidement les travaux destinés à régler au plan juridique les questions de propriété..., propriétés dont disposent le Comité central et les organes régionaux du parti»². Il s'est avéré en effet, quand le régime s'est définitivement écroulé, que de nombreux bâtiments du parti n'avaient pas de statut juridique précis, ce qui a permis, dès 1990, de les retirer aisément à leurs occupants.

Pour parvenir à cette auto-privatisation, il fallait que le parti forme et recrute des cadres en marketing. Une SARL fondée le 26 juillet 1988 – grâce à une loi récente qui autorisait à nouveau la création de SARL – appelée *Transakcja* (transaction), destinée à jouer un rôle essentiel dans les transitions juridico-économiques du POUP, devait se charger, jusqu'à la fin du mois d'octobre 1989, de la formation de ces nouveaux gestionnaires.

Transakcja devait aider à créer, au Comité central, au sein du «Département de l'économie interne du parti», une cellule d'action et de conseil qui mettrait en œuvre cette vaste refonte. D'emblée, il fallait, dit la note, louer les locaux disponibles, à l'instar de ce que faisaient déjà les comités régionaux du parti à Katowice, Gdansk, Cracovie³. Il fallait, dans un deuxième temps, créer des sociétés commerciales, mener une activité touristique, gérer des hôtels, développer des imprimeries, des ateliers, etc. L'activité de conseil était tout particulièrement encouragée car jugée compétitive, en raison de la présence de nombreux spécialistes dans les rangs appropriés du parti.

Les dirigeants ne savaient manifestement pas alors quelle tournure prendraient les événements. Les nouvelles formes d'activité économique pouvaient s'adapter à toute solution de repli, voire d'alternance, mais elles auraient fonctionné encore mieux avec un parti au pouvoir, un parti qui gardait le contrôle sur les marchés publics et qui restait centralisé. Le document indique clairement que, en passant par des SARL, le parti «préviendra les insinuations de traitement préférentiel» et «limitera les risques économiques». Il indique aussi que, «pour atteindre le maximum d'efficacité, ce processus devrait être centralement coordonné..., ce qui ne signifie d'aucune façon une limitation des initiatives locales»⁴. Les auteurs estimaient que, grâce à ces activités, les différentes structures du parti acquerraient une autonomie financière au bout de deux ou trois ans.

Il était envisagé que certaines dispositions juridiques accompagneraient cette recomposition politico-économique : le groupe parlementaire du POUP, encore dominant à la Diète, avait pour consigne d'accélérer, avant la fin de l'année 1989, le vote d'une loi sur le financement des partis politiques. Ce projet prévoyait, notamment, des réductions d'impôts pour les partis politiques engagés dans une activité économique. Les statuts du POUP auraient

1. *Ibid.*, souligné par nous.

2. *Ibid.*, p. 459-460.

3. *Ibid.*, p. 460.

4. *Ibid.*, p. 461.

également dû être modifiés pour qu'il puisse « gérer des patrimoines et des masses financières selon les lois du marché, en s'appuyant, entre autres, sur les solutions des autres partis [étrangers] »¹.

Le 28 septembre 1989, une autre note fait écho à la précédente, informant de l'avancement du processus. On apprend ainsi que la plupart des propositions mentionnées le 7 août 1989 étaient déjà largement appliquées. Il est vrai que le poup avait perdu le pouvoir et qu'il s'acheminait vers son autodissolution.

C'est ainsi que la plupart des organisations régionales du parti procédaient à des réductions énergiques de personnels (permanents politiques, techniques, etc.), que des solutions d'indépendance économique étaient partout avancées. À Cracovie, par exemple, « le comité du parti dirige une cantine qui s'autofinance et qui ne pèse plus sur le budget du comité; on y répare également deux immeubles adjacents où l'on envisage, pour 1990, l'installation d'un complexe hôtelier, gastronomique et commercial »². De la même façon, le comité de la ville de Rybnik (voïvodie de Katowice) allait inaugurer, dans ses locaux, des cours de langues; celui de la ville de Zawierc s'apprêtait à louer une partie des siens au Bureau des passeports du ministère de l'Intérieur; celui de la ville de Jastrzeb à un bureau d'avocats...

On apprend aussi que certains comités avaient *anticipé* sur ce mouvement, tel le comité de Walbrzych (Basse-Silésie) qui, dès le 1^{er} janvier 1989, avait loué des garages et des salles de cours, ce qui lui avait rapporté, pour le premier semestre, deux millions de zlotys ou celui de Lodz qui, grâce à l'assistance technique aux réparations automobiles, avait gagné pour la même période 5,3 millions de zlotys. Du haut en bas de la hiérarchie du parti, toutes sortes d'activités économiques sont imaginées alors: le comité de Radom, en association avec une entreprise coopérative, se lance dans la confection de vêtements, envisageant également la production de meubles en bois et en métal, et leur distribution « dans ses propres boutiques ».

Évolution et sophistication des mutations en cours: les comités du parti participent dorénavant au *capital même* des SARL. Le comité de Varsovie a créé ainsi la Coopérative de services et de commerce « Pamit » qui, elle-même, est actionnaire de différentes sociétés. Le comité de Lodz possède des parts dans la Lodzki Bank Rozwoju. Il se transforme également, comme de nombreux comités, en filiale de la SARL Transakcja qui, en peu de temps, *s'est étendue à tout le pays*. Le document mentionne, par exemple, la filiale de Transakcja à Katowice qui « à partir du 1^{er} octobre 1989 mènera une activité de transport, utilisant trois autobus, deux camions et cinq voitures de livraison ». Le Comité central n'échappe pas à cette vague puisqu'il participe à la création de l'agence Muza (la Muse), SARL spécialisée « dans l'édition, le conseil juridico-financier, la production et les servi-

1. *Ibid.*, p. 462.

2. *Informacja wewnątrzpartyjna dla Klubu Poselskiego PZPR n° 2/89* (Information interne au parti pour le groupe parlementaire du POUP n° 2/89), Varsovie, 28 septembre 1989, Document n° 75, dans *op. cit.*, p.471

L'ancienne élite communiste en Europe centrale

ces industriels (!)». Juste avant le dernier congrès du POUP, le Comité central acquiert 148 parts de Transakcja.

On pourrait presque dire que, en cette deuxième moitié de 1989, les comités du parti sont devenus, avant tout, des filiales de Transakcja. Celle-ci a connu par la suite des heurs divers. De multiples procès lui furent intentés. Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que c'est le parti-État lui-même qui initia, par des lois *ad hoc* de l'État-parti, l'auto-appropriation de «ses» biens. Cette auto-appropriation s'inscrit dans l'évolution objective du régime vers l'abandon de l'étatisme.

La dislocation du financement du parti, sa recomposition dans une économie plus marchande devait-elle profiter au parti, à la galaxie de ses SARL et autres filiales, ou aux membres particuliers de ces nouveaux rouages économiques? Ou à tout ce monde en même temps?

Le 31 décembre 1989, le POUP procède à sa propre dissolution. Son héritière politique légitime s'appelle la SDRP, la social-démocratie de la République polonaise. Mais la SDRP en est aussi l'héritière «économique». Le 1er mars 1990, Wiktor Pitus, P-DG de Transakcja reçut la lettre suivante du plénipotentiaire de la SDRP: «Je vous informe que, conformément à la résolution du XI^e congrès du parti, la social-démocratie de la République polonaise est le propriétaire légal des 148 parts de votre société qui ont appartenu précédemment au POUP. Les intérêts de la SDRP seront représentés par la personne de son secrétaire général, Leszek Miller»¹. La sdrp hérite également, selon ses propres déclarations, d'autres sarl ayant appartenu au poup, notamment Agencja Gospodarcza (l'Agence économique), créée en décembre 1989 et dont l'unique propriétaire était le Bureau politique du POUP. En janvier 1990 naît la SARL Eurotour, dont l'un des principaux actionnaires était précisément Agencja Gospodarcza et que la SDRP rachète en septembre 1990 au prix nominal, société active dans le tourisme et disposant de trois hôtels²...

Parti le premier dans l'espace politique postcommuniste – et pour cause: il en était l'un des initiés – le POUP /sDRP a bénéficié ainsi d'un capital de départ que, selon toute vraisemblance, aucune formation n'a rattrapé. Telle était l'évolution naturelle du régime, favorisant ces partis qui ont anticipé, créé ou accompagné le mouvement. Il n'en va pas de même pour ceux qui, tel le Parti communiste tchécoslovaque ont été surpris par le renversement politique et qui ont dû chercher des sources de financement après 1989.

DE LA NOMENKLATURA À LA CLASSE DES CAPITALISTES (POLOGNE, HONGRIE)

L'irruption d'une rationalité marchande, surtout en Pologne et en Hongrie, affecta également et rapidement le *personnel d'encadrement des entreprises publiques*, au point que l'opinion y perçut, à la faveur de lois mises en place peu de temps avant l'effondrement du régime communiste,

1. *Tygodnik Solidarnosc*, 46, 16 novembre 1990.

2. *Rzeczpospolita*, 14 novembre 1990.

un processus *d'appropriation légale* de biens publics par une partie de la nomenklatura.

En Pologne, c'est le 23 décembre 1988 et le 24 février 1989, sous le gouvernement de Mieczyslaw Rakowski, que furent votées des lois destinées à introduire promptement des mécanismes de concurrence entre les secteurs économiques par le développement rapide du secteur privé. Ces lois autorisaient les entreprises publiques à vendre, louer, mettre en gérance les actifs de l'entreprise à des sociétés privées, sociétés anonymes ou SARL, voire même à en créer avec leurs capitaux propres. Les partenaires étrangers étaient particulièrement recherchés.

Ces sociétés privées étaient autorisées à pratiquer des prix et des salaires *libres*, alors que le gel des prix et des salaires était obligatoire pour le secteur socialiste. Les directeurs pouvaient ainsi vendre à moindre prix les actifs, les machines et les installations des entreprises qu'ils dirigeaient à la société privée dont ils pouvaient être *également* propriétaires, ou actionnaires, la loi n'interdisant pas ce genre de cumuls. Les directeurs pouvaient transférer des unités entières de leurs entreprises ou des secteurs particuliers (les services commerciaux, par exemple) à ces sociétés privées.

Le législateur avait-il prévu les effets pervers de la loi ? En ne récusant pas les cumuls – ils ne furent interdits qu'en mars 1990 – il autorisa les abus. Les nouvelles sociétés privées, créées bien souvent avec un capital minimum et où se retrouvaient les principaux cadres de l'entreprise, ont pu rapidement constituer des bénéficiaires considérables qui défrayèrent à ce point la chronique que l'une des premières mesures du gouvernement Mazowiecki, encore en 1989, fut de confier à la NIK, la cour des comptes polonaise, une enquête à ce sujet¹, qui engloba 108 entreprises.

La NIK mit en évidence certains mécanismes négatifs suscités par cette loi. Les chantiers navals «Odra» à Szczecin créèrent, par exemple, en janvier 1989 une SARL qui avait pour objectif, notamment, de s'occuper du marketing et de la commercialisation des chantiers.

«On a constaté, dit le rapport, que les chantiers ont commandé, en juillet et août, des travaux à la SARL pour une somme globale de 33 millions de zlotys. La SARL a réglé aux exécutants de ce travail 11 millions de zlotys, gagnant pour son entremise 22 millions. Le président de la SARL est le directeur des chantiers navals, sa secrétaire est membre du conseil d'administration de la SARL, certains directeurs des chantiers sont aussi des salariés de la SARL... La SARL a formellement son siège sur le site des chantiers navals, mais elle ne dispose en fait d'aucun local distinct»².

Ce type de SARL, selon le rapport, crée une intermédiation fictive : la raison sociale de la société paraît infondée et la volonté d'augmenter artificiellement les salaires des personnes initiées semble la motivation principale. La mise en place de ces SARL provoqua d'ailleurs bien vite des

1. *Najwyższa Izba Kontroli: Informacja o wynikach kontroli powiazan przedsiębiorstw państwowych ze spolkami prawa handlowego* (Chambre supérieure de contrôle : Les relations entre les entreprises d'État et les sociétés de droit commercial : résultats du contrôle), Varsovie, Nr ewid. 76/80A/89, novembre 1989.

2. *Ibid.*, p. 3.

conflits aigus, produit inévitable de la « concurrence » désirée, entre les personnels, chacun voulant avoir sa part « de la nouvelle loi ».

Autres problèmes soulevés par les effets de ces lois : la sous-estimation systématique des apports des entreprises publiques : « Dans l'entreprise Bistona de Lodz, on a constaté des cas de location de machines aux SARL à des conditions défavorables pour Bistona. Ainsi, certaines machines sont restées en possession des SARL alors que le délai de location était dépassé. Certaines machines étaient louées à des prix extrêmement bas, à des prix bien inférieurs aux prix du marché »¹. Dans ce cas également, on retrouve à la tête des SARL concernées et de l'entreprise publique, les mêmes personnes. Les directeurs avaient intérêt à minimiser les coûts d'énergie, de dépollution, les frais de location des locaux, les coûts des services de transport et de communication. Ils pouvaient légalement faire subir des pertes à leurs entreprises, mais, en tant que directeurs des sociétés privées, s'enrichir. La loi était censée dynamiser le secteur public, mais ses effets non intentionnels l'ont emporté sur les aspects positifs. En effet, les échanges entre les entreprises publiques et les nouvelles SA ou SARL n'ont jamais été favorables aux premières ; les sociétés de droit privé, contrairement à ce qu'elles avaient annoncé, ont rarement œuvré dans le secteur productif, la plupart de leurs activités étaient commerciales ; les directeurs ont pu bénéficier de transferts financiers, soit directement, soit indirectement par le jeu des prête-noms, qui les ont très rapidement enrichis. Dans ce mouvement de transfert des actifs de l'entreprise publique vers le secteur privé, un nombre important de représentants de l'ancienne nomenklatura économique se sont convertis en capitalistes privés. Par conséquent, durant ces quelques mois de transition (la fin de l'Ancien Régime, les débuts du nouveau), une partie d'entre eux a opéré une *accumulation primitive* significative du capital.

Quel poids faut-il accorder aux nomenklaturistes issus de ces lois dans l'ensemble du phénomène entrepreneurial polonais ? Examinées attentivement par la NIK et le ministère de la Justice, peu de ces entreprises de la nomenklatura furent condamnées. Les raisons en sont diverses. Tout d'abord, il fut impossible de punir les responsables pour le principal délit, légal, « de s'entendre avec soi-même », selon la formule d'un procureur². Impossible, aussi, d'appliquer rétroactivement l'interdiction des cumuls. Difficile, également, à des procureurs, peu armés pour se repérer dans le dédale des nouveaux dispositifs juridico-financiers, de distinguer le fait nettement répréhensible de l'acte fondé sur le flou de la loi (en particulier l'évaluation financière des apports matériels des entreprises publiques aux SARL). La loi interdisant les cumuls eut pour mérite de clarifier la situation : de nombreux directeurs d'entreprises publiques quittèrent alors, à partir de mars 1990, leur poste pour celui, plus avantageux, de leur SARL. Ils perdaient, certes, leur point d'appui essentiel, mais l'accumulation était faite, et la société anonyme prête à affronter le marché...

La justice ne put ainsi s'adresser qu'à des délits mineurs et clairs. Les procureurs avouèrent d'ailleurs leur impuissance, tel celui d'un quartier de

1. *Ibid.*, p. 11.

2. G. Ostropolska, J. Florczyk : « Na tropie nomenklatury » (Sur les traces de la nomenklatura), *Dziennik Wieczorny*, 43, 1-3 mars 1991.

Cracovie qui, saisi par le syndicat Solidarité d'une usine de distribution de gaz dénonçant une *nomenklaturowa* locale, refusa de poursuivre ses investigations « faute d'expression légale du délit de mauvaise gestion »¹. Tel autre a admis la difficulté d'inculper dans la mesure où, gardien du bien public, il ne peut être saisi que par un plaignant direct: or il n'y avait eu, jusqu'à la fin de l'année 1991, que 51 plaintes déposées pour toute la Pologne²! Le procureur général adjoint de la République indiqua, quant à lui, que « la *spolka nomenklaturowa* [société de la nomenklatura] était davantage une notion journalistique que juridique »³, opinion corroborée par un responsable de la *nik*: « En tant qu'ancien procureur, je peux dire que j'ai rencontré des situations qui, du point de vue moral, sont blâmables, mais où, du point de vue juridique, l'on ne pouvait rien prouver »⁴.

La presse proche de l'Ancien Régime eut alors beau jeu de triompher sur un terrain qui lui était pourtant, *a priori*, défavorable: « Où sont les plaignants, pourquoi se taisent-ils maintenant? », demande *Trybuna*, héritière de l'ancien organe central du POUP et journal officieux de la SDRP⁵, arguant qu'une loi avait été votée le 24 juillet 1990 – valable un an – permettant d'attaquer les sociétés de la nomenklatura coupables d'avoir dilapidé les biens de l'État. Les efforts de la justice furent au total faiblement couronnés. *Trybuna* rappelle même que les 1593 « sociétés de la nomenklatura » admises comme « telles » ne constituaient que 10 % de toutes les sociétés enregistrées en 1990 et que ce n'est pas un hasard si la justice a dévié son enquête, faute de preuves, vers les autres types de sociétés privées. Même si le caractère illégal des *spolki nomenklaturowe* fut récusé, principalement par leurs bénéficiaires, leur réalité ne fait aucun doute. Sur les 1593 entreprises évoquées, la part des *hauts dirigeants* (ceux de la liste de la nomenklatura) est impressionnante: on y recensa 700 directeurs et directeurs-adjoints d'entreprises publiques, 300 cadres supérieurs en charge de la comptabilité, 580 présidents des coopératives, 66 hauts fonctionnaires de l'administration d'État dont 9 voïvodies (préfets), 57 présidents de conseils municipaux, 80 représentants des organisations politiques de l'Ancien Régime⁶.

Nées rapidement à la faveur des lois sus-mentionnées, côtoyant naturellement d'autres formes de propriété privée (le secteur privé traditionnel, les entrepreneurs indépendants de tous ordres), les entreprises de la nomenklatura occupent une place originale dans le « patronat » polonais, au centre du processus de transformation même de l'Ancien Régime dont on peut légitimement penser qu'il a voulu « fabriquer » une couche d'entrepreneurs sans en imaginer, naturellement, les conséquences.

1. A. Patula: « Ulatniajacy sie gaz grozi wybuchem » (Le gaz qui s'échappe menace d'exploser), *Czas Krakowski*, 94, 23 avril 1991.

2. G. Ostropolska, J. Florczy, « Na tropie nomenklatury », art. cité.

3. *Rzeczpospolita*, 1^{er} février 1991.

4. J. Wojciechowska: « Kropla w morzu szachrajstw z ograniczona odpowiedzialnoscia » (Une goutte dans la mer des escroqueries à responsabilité limitée), *Kujawy i Pomorze*, 16, 17 avril 1991.

5. Z. Rola: « Z duzej chmury, maly deszcz » (D'un gros nuage, une petite pluie), *Trybuna*, 7 février 1991.

6. *Ibid.*

Rétrospectivement, les entrepreneurs de la nomenklatura apparaissent bien plus comme une élite économique apte à s'exprimer *aisément* dans le capitalisme que comme une armée d'apparatchiks en déroute à qui l'on a donné, grâce à des lois arrangées, un coup de pouce. Quand, dans les années 1990, les banques, où Transakcja est influente, leur accordent des crédits, c'est davantage en raison de leurs capacités entrepreneuriales que de leurs liens anciens, ceux-ci n'étant nullement négligeables¹.

Un phénomène analogue s'est produit en Hongrie où, déjà, au début des années quatre-vingt, l'écllosion de la seconde économie, c'est-à-dire l'irruption du secteur privé dans l'économie, avait favorisé une loi d'autonomie des entreprises. D'autres traits caractérisent cette *transition invisible*, telles que la libéralisation du marché immobilier en 1986, l'amorce d'un système scolaire dual (public/privé) ou la libre circulation des individus vers les pays occidentaux². Le sociologue Elemér Hankiss signale que c'est à cette époque que, de façon prémonitoire, les attributs idéologiques habituels du régime furent remplacés par ceux du «libéralisme conservateur du 19^e siècle»: «Le dogme sacré du plein emploi est abandonné et la nécessité (au moins temporaire) du chômage est admise³... *L'entrepreneur* devient le héros du kadarisme finissant: on ne parle plus que de "syndicats d'entrepreneurs", de l'"État-entrepreneur", du "mouvement entrepreneur de la jeunesse communiste" et même d'un "parti entrepreneur"»⁴.

En 1988 et 1989, deux lois successives, destinées à créer de véritables acteurs économiques privés, définirent comment les entreprises publiques pouvaient se transformer en sociétés⁵. La loi hongroise imposait d'abord un élargissement de capital aux entreprises, avant la transformation. La vente était encouragée pour dynamiser l'entreprise. Celle-ci en devenait pour partie, en cas de vente, propriétaire. C'est également l'entreprise qui choisissait les acheteurs et fixait le prix de vente⁶. Toutes les possibilités étaient donc offertes aux dirigeants de ces entreprises pour jouer de ces «instruments».

1. Tel est le cas de l'ancien ministre I. Sekula devenu homme d'affaires, encore avant 1989, et qui contracta auprès de la banque BIG de Varsovie (dont l'actionnaire était aussi Transakcja) un prêt de 1,7 million de francs suisses (!).

2. E. Hankiss, *op.cit.*, p. 246 - 247.

3. *Ibid.*, p. 248.

4. *Ibid.*, p. 249.

5. Il s'agit de la Loi VI de 1988 sur les sociétés à vocation économique (votée en août 1988, donc avant le changement de régime) et de la Loi XIII de 1989 sur la transformation des entreprises publiques, des coopératives, etc., en sociétés privées.

6. Pour qu'une entreprise puisse être transformée en société (privatisée), il fallait qu'elle élargisse à des actionnaires extérieurs son capital au moins de 20 %. Deux cas de figure illustraient ces modalités: 1. L'État détient 20 % des actions. Les 80 % restants peuvent être vendus par l'entreprise. S'ils ne le sont pas dans une durée de trois ans, l'État reprendra les 80%. Si l'entreprise est vendue, 80 % de la valeur de l'entreprise va à l'État, 20 % à l'entreprise (l'État détenant toujours les 20 % de départ). La loi autorise les directeurs à vendre, avec accord du conseil d'entreprise. 2. Dans le cas d'entreprises endettées, l'entreprise peut convertir sa dette en actions, en introduisant la banque créancière comme actionnaire. D'où des stratégies nationales et internationales possibles. Les 80 % sont alors partagés entre l'entreprise et la banque, à concurrence de sa dette (la banque peut aussi acheter de nouvelles actions). Dans ce cas, l'intérêt de la vente est encore plus manifeste car l'entreprise et les créanciers se partagent les 80 % de la valeur de l'entreprise (20 % allant toujours à l'État), sans que l'État profite de son patrimoine.

On a soupçonné, par exemple, les dirigeants d'une chaîne d'hôtel (Hungar-hotel) d'avoir vendu à des prix extrêmement bas une cinquantaine d'hôtels dont les fameux Forum et Intercontinental. Mentionnons que, jusqu'en 1989, l'État a motivé les entrepreneurs par des allégements fiscaux en cas de vente.

En Hongrie, c'est donc entre 1988 et mars 1990, date à laquelle entre en vigueur une loi de « protection du patrimoine national confié aux entreprises » que des possibilités d'accumulation primitive analogues à la situation polonaise ont fonctionné pour la nomenklatura économique hongroise. On peut se demander en quoi elle demeure alors « nomenklatura », mais son enrichissement est cependant bien perçu par l'opinion à partir de sa position de pouvoir initiale. La presse de ce pays a bien moins dénoncé les abus de la nomenklatura qu'en Pologne, sauf sur le point du patrimoine immobilier possédé par le parti communiste et ses organisations. Célèbre est le cas de l'Association de la jeunesse communiste qui, en janvier 1989, a vendu ses divers locaux (centres de conférences, de vacances) – locaux construits, comme ailleurs, avec des fonds publics – se constituant une sérieuse cagnotte, alors qu'elle proclamait avec ostentation sa conversion à la démocratie¹. Ce cas illustre l'évolution naturelle de certaines institutions du parti vers une sorte de privatisation sauvage, moins élaborée que dans le cas du POUP.

Si l'on excepte ce genre d'exemples, il semble bien que, dans le contexte de privatisation croissante de l'économie, la nomenklatura économique hongroise se soit mieux fondue dans « l'air du temps » et dans les dispositifs juridico-économiques en place que la nomenklatura économique polonaise. À partir d'une enquête menée en mars 1989, le sociologue Laszlo Bruszt mentionne que plus de 50 % des élites de haut niveau du parti avaient des liens familiaux proches avec le secteur privé de l'économie².

STRATÉGIES INDIVIDUELLES ET DIVERSITÉ DES CAPITAUX

Qu'est-ce qui pousse un apparatchik de l'Ancien Régime à devenir un entrepreneur privé ? Trois logiques de décision, représentatives de trois types d'entrepreneurs, se sont imposées au cours de notre enquête : celle du libre choix : l'individu choisit de devenir entrepreneur (cas polonais et hongrois), celle de la nécessité : l'on devient entrepreneur ou c'est le chômage (cas tchèque), celle d'une situation intermédiaire : il s'agit de ces entrepreneurs qui ont toujours désiré passer « à leur compte » mais qui ne l'ont fait que dans une situation de contrainte (cas polonais). Très différentes entre elles, ces logiques traduisent cependant toutes, en amont, un ethos d'entreprise certain ; en aval, elles aboutissent à des options philosophico-politiques très distinctes.

1. E. Hankiss, *op. cit.*, p. 257.

2. Cité par E. Hankiss, *op. cit.*, p. 255.

L'entrepreneuriat volontaire

Dans cette catégorie, vaste, se situent tous ceux qui ont cherché à s'ouvrir, dans l'espace contraignant de l'économie centralisée et administrativement contrôlée, à la logique d'entreprise. Il s'agit de ces capitaines d'industrie du socialisme qui, mus par les rêves sociaux des industrialisations, puis par leurs échecs, trouvent, dans l'entreprise privée, la réalisation adéquate de leur vocation; de ceux qui, voyant l'essor progressif du secteur privé depuis les années soixante-dix, décident de tenter leur chance: une tradition familiale d'entrepreneuriat n'était souvent pas étrangère à ce choix; de tous ceux qui, à la suite de voyages en Occident, saisissent que l'«avenir du socialisme» passait par un élargissement au secteur privé. Sensibles aux signaux que les tenants du système envoyaient, conscients que l'évolution du système ne pouvait venir que de sa réforme, ils synchronisaient leur stratégie avec la moindre possibilité d'ouverture, sans savoir pourtant de quoi le lendemain serait fait. Tel est le cas de ce haut fonctionnaire polonais, conseiller du Premier ministre dans les années quatre-vingt:

«À partir de 1985, quand l'état de guerre commence à être progressivement levé, on assiste à une transition de l'économie socialisée vers de nouvelles formes de gestion. J'ai décidé alors de produire quelque chose en liaison avec le capital étranger. Cela s'est avéré difficile et je suis resté pendant quelque temps sans moyens. Je me suis fait embaucher comme directeur d'une entreprise privée issue de l'artisanat». *Cas 12 (Pol.)*

L'entrepreneur volontaire de l'ex-nomenklatura, c'est un individu qui sait que son rôle est «historiquement» achevé et qu'il lui faut nécessairement céder cette place, en trouver une autre:

«Je n'ai aucun doute sur le fait que tous ceux qui proviennent de l'ancien système doivent partir, dit ce sous-préfet d'une région polonaise qui, par trois fois, entre 1988 et 1990, demande qu'on accepte sa démission. Il ne faut pas se retrouver parmi les nouveaux dirigeants car l'entente sera peu probable, même au niveau affectif. Je pars avec la conscience que j'étais là quand eux n'y étaient pas, ils ont le droit maintenant d'être seuls». *Cas 32 (Pol.)*

Dans ce cas, l'alternance est saisie comme une opportunité et non comme un épouvantail. La réussite sera aussi au rendez-vous dans sa vie de postapparatchik:

«J'ai obtenu tout ce que j'ai pu, j'avais 40 ans et une très grande expérience. J'ai eu beaucoup de plaisir à me lancer dans l'entreprise privée. Cela me tentait. Moi, j'ai connu déjà des dizaines de secrétaires, des voitures de service, des téléphones, des réceptions, des décorations. Tout ça était déjà derrière moi. Trois mois après avoir quitté mon poste, je gagnais déjà trois fois plus». *Cas 32 (Pol.)*

Souvent d'ailleurs, la volonté d'entreprendre remonte jusqu'au début de la carrière dans l'appareil, jusqu'à l'époque où l'esprit d'entreprise ne pouvait se faire qu'en parasitant les institutions officielles, sans aucune possibilité d'émancipation matérielle de la tutelle du parti. Tel est le cas de cet ancien activiste pionnier (le mouvement pionnier était contrôlé par le parti) qui occupa une position de premier plan dans le PRON, l'organisme civil

destiné à rendre honorable la junte militaire polonaise dans les années quatre-vingt. Lors de l'entretien (1993), il était devenu l'un des plus gros commerçants en gros de sa ville :

« Déjà chez les pionniers, j'ai commencé à faire des affaires car le mouvement devait obtenir des ressources pour vivre. Ce fut mon premier test. Il fallait placer l'argent à la banque, vivre des intérêts, monter une société, emprunter l'équipement. Déjà à l'époque l'idée de créer ma propre affaire m'a traversé l'esprit ». *Cas 24 (Pol.)*

Il est symptomatique que nous n'ayons rencontré dans notre groupe tchèque aucun type *volontaire*, aucun ancien apparatchik n'ayant songé de longue date à une activité entrepreneuriale privée. En revanche, il existe certaines nuances entre les Polonais et les Hongrois, très proches toutefois par l'inscription historique de leurs caractéristiques entrepreneuriales. Les Polonais apparaissent plus individualistes, plus engagés dans la rupture à partir du constat de l'effritement et de l'effondrement des gouvernements successifs du général Jaruzelski. Les Hongrois sont plus volontaristes, puisqu'ils interprètent l'évolution du pouvoir politique, notamment des successeurs de Janos Kadar, comme un signal que le parti veut ouvertement encourager l'irruption de larges îlots de capitalisme dans un système communiste de plus en plus diminué. Ils ont davantage le sentiment que cette option est irréversible :

« On pouvait voir déjà avant 1987, un an ou deux avant, qu'il faudrait faire de grands changements. On pouvait aussi, plus ou moins, en voir le sens. Nous avons un scénario pour ces changements. Mais la manière dont ils se sont faits, on ne la voyait pas. On avait beaucoup d'illusions ». *Cas 8 (Hon.)*

Ces propos, tenus par un haut responsable des Jeunesses communistes avant 1989, sont intéressants en ceci que cette organisation, selon nombre de nos interlocuteurs hongrois, a été désignée comme le berceau du capitalisme postcommuniste. Ce même responsable est en 1992 à la tête d'une entreprise de consulting, spécialisée dans les reconversions industrielles, et la rumeur publique désigne son entreprise comme le produit précis de la privatisation des biens du PSOH. Les illusions tenaient au fait que si personne ne croyait que le communisme pouvait disparaître, beaucoup pensaient qu'il se modifierait en laissant aux communistes libre accès à la propriété privée et au parti le rôle central dans un système pluraliste limité.

Comme en Pologne, le choix volontaire de conversion en Hongrie se traduit par une distance à l'égard de la situation initiale :

« Moi, en pratique, je me préparais déjà à ma future entreprise dès 1988. Je savais que mon prochain pas sera de quitter l'appareil ». *Cas 7 (Hon.)*

La volonté ou le désir d'entreprendre, souvent très antérieurs, ont été contrariés par le manque d'expérience ou tout simplement de courage à franchir le pas. Dans ce cas, à l'origine de la décision se trouvent plusieurs raisons, mais le changement de régime en est toujours la cause majeure :

« Je pensais depuis longtemps à l'entreprise privée mais il n'y avait pas d'expérience dans la famille. Élevé par l'école et l'État, j'estimais qu'il était plus prudent de travailler dans un établissement public ; que passer

L'ancienne élite communiste en Europe centrale

à mon compte, c'est comme plonger dans une eau profonde. S'il n'y avait pas eu les changements en Pologne, jamais je n'aurais sauté le pas ... Ma femme m'(y) a poussé». *Cas 31 (Pol.)*

Les propos des Hongrois qui ont fait un choix volontaire sont aussi très politiques. La faillite du système est évidente et perçue sans états d'âme :

« Vous dites ne pas comprendre pourquoi nous avons rendu le pouvoir alors que nous n'étions pas obligés de le faire. C'est parce que ma génération ne voulait plus d'un pouvoir qu'il fallait garder par les armes ou par la force ». *Cas 4 (Hon.)*

Pour des raisons diverses, le choix libre de l'entreprise privée obéit ici à un choix propre d'individus qui attendent le moment propice pour passer à l'acte.

L'entrepreneuriat par nécessité

Alors qu'en Hongrie et en Pologne, nombreux étaient les entrepreneurs issus de la nomenklatura à se sentir plutôt en phase avec l'Histoire et leur nouvelle activité, en Tchécoslovaquie la « nécessité » d'entreprendre est apparue comme unique stratégie de (sur)vie. Les désappointements qui ont accompagné cette mobilité forcée ont été plus fréquents que les expressions de satisfaction :

« J'ai regretté d'être obligé de quitter le travail à la télévision, auquel j'étais préparé... Pendant une demi-année, j'ai gagné ma vie comme facteur pour très peu d'argent et je ne savais pas quoi faire. J'ai l'impression que pour se réorienter profondément, il fallait un certain temps ; pour moi une année n'était pas un délai suffisant. À cette époque, je ne pouvais pas imaginer que je serais un entrepreneur privé. Cela dépassait ma pensée ». *Cas 2 (Tch.)*

En Tchécoslovaquie, plus qu'ailleurs, l'inégalité des chances dans l'exercice du nouveau métier d'entrepreneur, selon que l'on faisait partie de la nomenklatura économique ou politique, est plus accentuée :

« Certaines personnes, surtout celles qui étaient actives dans le secteur économique avant 1989, n'ont probablement pas rencontré les mêmes difficultés que moi ... On m'a demandé de devenir directeur d'une société par actions. J'ai dit que je ne savais pas le faire, que je ne l'avais jamais fait. On m'a répondu que, maintenant, beaucoup de gens faisaient ce qu'ils n'avaient pas fait auparavant et qu'il fallait essayer... ». *Cas 2 (Tch.)*

Cette inégalité est vécue comme une injustice par certains « politiques » de l'Ancien Régime lorsqu'ils font référence à leur motivation :

« Quand mes amis, qui avaient exercé des fonctions importantes de directeurs-adjoints ou de directeurs, ont pu commencer à entreprendre après les événements de 1989, ils avaient des possibilités de démarrage que nous n'avions pas ; ils avaient des contacts et pouvaient s'appuyer sur des expériences de l'entreprise d'État. Par conséquent, pour la plupart, ils ne se portent pas mal aujourd'hui dans leur activité... Par contre, moi, j'ai commencé à entreprendre par nécessité ». *Cas 5 (Tch.)*

C'est d'ailleurs ce qu'a démontré P. Mateju¹ : la mobilité ascensionnelle de l'ex-nomenklatura économique a été plus rapide en République tchèque que celle de sa consœur politique. Dans tous les cas, la rupture de régime est pour les anciens apparatchiks tchèques une rupture professionnelle dramatique :

« Si je dois être sincère, je dois dire qu'en dehors de l'activité d'entrepreneur, je n'avais pas d'autre possibilité... mon institut a été liquidé, dit cet enseignant de l'École des cadres du parti, d'autres carrières (enseignement, journalisme) auraient été plus attractives, mais elles étaient bloquées² ». *Cas 3 (Tch.)*

Encore en 1992, ce changement de statut est difficile à vivre pour des gens qui, paradoxalement, ne considèrent pas qu'ils soient passés d'un sommet de la hiérarchie sociale à un autre. Ils n'en tirent aucune fierté et vivent leur nouveau statut presque exclusivement comme un démenti au stéréotype colporté sous le régime communiste qui les représentait comme des gens incapables :

« Mon motif personnel pour l'activité d'entrepreneur, dit ce propriétaire d'une entreprise agro-alimentaire qui, auparavant, était responsable du secteur des transports et des communications au Comité central du parti, était que je voulais prouver que nous n'avions pas été si mal choisis pour les fonctions que nous occupions, et que nous savions encore travailler. Je voulais devenir indépendant pour prouver que nous n'avions pas été choisis uniquement parce que nous étions adhérents communistes ». *Cas 5 (Tch.)*

À cette rationalisation *a posteriori* de ce bien curieux motif d'entreprendre se juxtapose aussi souvent un motif matériel :

« J'ai eu pour objectif principal de maintenir le niveau de vie de ma famille, auquel nous étions habitués, et que je m'efforcerai de maintenir par mon travail ». *Cas 1 (Tch.)*

Les tensions idéologiques sont les plus perceptibles en République tchèque, où nos interlocuteurs rappellent plus souvent la *lustrace* et ses conséquences que les Polonais ou les Hongrois qui font comme si le débat sur la décommunisation n'existait pas car il les a, de fait, faiblement touchés. En Tchécoslovaquie plus qu'ailleurs, c'est dans ce climat que se sont forgées les motivations de l'entreprenariat « obligé » :

« Q. : Comment êtes-vous devenu entrepreneur ? Quelle a été votre évolution, qui étiez-vous en 1989 ?

R. : L'École du comité central du parti tchécoslovaque, où je travaillais, allait être fermée.... Le Bureau du travail nous a dit que nos chances étaient minimes. Nous avons donc cherché dans des instituts de recherche, dans des entreprises et ailleurs. On nous demandait partout des références. Ayant appris d'où nous venions, les gens nous faisaient comprendre qu'ils n'auraient rien à nous proposer, que l'unique poste disponible avait déjà été pris. Or, au bout de deux semaines, le poste en question était toujours libre.

1. P. Mateju, *op.cit.*,

2. En raison de l'interdiction de l'exercice professionnel introduite par les lois de lustration (*lustrace*).

L'ancienne élite communiste en Europe centrale

Q. : Le seul fait d'avoir été au parti produisait un tel effet sur ceux que vous rencontriez ?

R. : Oui, le parti faisait fuir les gens au même titre que l'École du parti où j'étais doyen de la chaire de sociologie. J'ai passé ainsi plusieurs mois à chercher du travail. Il était évident que personne n'allait m'aider. J'ai décidé donc d'agir moi-même et de me lancer dans l'immobilier». *Cas 7 (Tch.)*

Si la logique de la nécessité est une spécificité qui caractérise surtout la nomenklatura politique tchèque, elle n'en a pas l'exclusivité et a concerné également les Polonais et les Hongrois.

Entre choix, nécessité et opportunité :

le cas des SARL dites de la nomenklatura (Pologne)

Les directeurs d'entreprises qui ont eu recours aux possibilités juridiques ouvertes par la loi de 1988 en Pologne pour créer à leur profit des entreprises privées constituent un cas distinct des entrepreneurs «purs» et des entrepreneurs «contraints».

On a souvent dépeint, notamment chez les partisans de la «décommunisation» intégrale, l'action des ex-nomenklaturistes reconvertis aujourd'hui dans le secteur privé comme entièrement préméditée, sciemment orientée vers le vol des biens publics dans un mouvement de «sauve-qui-peut». Rappelons que les lois de 1988-1989 n'avaient pas pour objectif une «capitalisation politique» délibérée, comme le pense la sociologue J. Staniszki, mais la recherche d'une rationalité économique nouvelle dans un système épuisé. Nos entretiens font apparaître clairement que, lorsque les lois furent rendues publiques, les directeurs des entreprises d'État, qui ont tenté l'aventure du privé, n'y songaient pas encore. Leurs motivations initiales furent davantage soumises aux conjonctures qu'à la conscience d'une opportunité de changement de statut, de «système». En réalité, ils perçurent vite les avantages de ces lois, certains même trop bien :

«On se réunissait entre directeurs du bâtiment, après avoir confié les entreprises à de bons cadres dynamiques, et nous-mêmes, les directeurs, on organisait notre nouvelle SARL, et même plusieurs. Grâce à elles, nous avons construit une école maternelle à M... et nous avons gagné de l'argent. Il suffisait que l'entreprise investisse 10 000 zlotys. Pour les matériaux et les outils, l'investisseur avançait de l'argent, mais nous prenions en fait ces matériaux et outils dans nos entreprises. Nous avons construit cette école maternelle vite et à temps. Après, il y a eu des recherches : à quelle entreprise appartient tel ou tel directeur, cumule-t-il, etc. Nous nous sommes retirés de toutes ces sociétés privées, moi aussi. Mais j'en ai créé une autre avec un collègue, non plus à mon nom, mais à celui de ma femme». *Cas 19 (Pol.)*

«J'ai créé une SARL un peu par hasard, et non pas par choix conscient du changement. Je pouvais continuer dans le domaine qui était celui de mon entreprise (les transports). J'ai eu toutefois l'occasion d'acheter une voiture et de prendre en gérance des TIR (Transports routiers internationaux). Connaissant le marché et les possibilités de transport du point de vue économique, je savais que les petits transporteurs, par un effet de saturation, ne résistaient pas à la concurrence. Il m'était facile de faire un calcul de rentabilité et, profitant des relations avec certains clients au

titre de mon travail dans le secteur d'État, j'ai établi des contrats de longue durée plus intéressants que la recherche de clients au coup par coup ... De plus, les entreprises de transport d'État ont implosé et on pouvait obtenir en gérance ou en location leur parc de véhicules....». *Cas 37 (Pol.)*

Ces deux exemples illustrent bien le caractère fortuit, *naïf*, de ces entreprises de la nomenklatura, où l'opportunité, l'appât du gain jouaient autant que la vocation entrepreneuriale. Et si les directeurs n'en voyaient pas eux-mêmes l'intérêt immédiat, c'étaient leurs *ouvriers* qui se chargeaient de leur montrer l'entreprise voisine, où les salaires avaient pu être augmentés grâce à la création d'une nouvelle structure juridique relevant du droit commercial privé. À ces deux motivations s'en ajouta une troisième, plus existentielle, liée à leur propre avenir professionnel. La décision «modernisatrice» du pouvoir communiste, qui cherchait à provoquer une mobilité des cadres dirigeants d'entreprise en reprenant à son compte l'idée de Solidarité d'organiser des concours pour les postes de direction, déclencha chez tous les cadres un réflexe d'autodéfense. À l'incertitude du verdict du concours, où pouvaient se mêler les critères méritocratiques autant que la pression syndicale, ils préférèrent augmenter leurs chances de maintien par la création d'un édifice juridique privé et indépendant, où ils n'auraient de compte à rendre qu'à leurs actionnaires. Ces trois motivations cumulées, et les comportements qu'elles provoquèrent, ne furent certainement pas perçues par leurs auteurs comme une anticipation historique...

Les réseaux et les stratégies

La force des cadres du parti qui se tournent vers l'activité entrepreneuriale ne réside ni en la possession d'un capital occulte, ni en la faculté de détourner des biens publics grâce au «délit d'initié». Bien que cela fût pratiqué, ce qui compte, dans la plupart des cas, c'est le *réseau de contacts et d'amitiés* tissé sous l'Ancien Régime: il alimentera ce circuit d'informations, de capitaux, d'idées absolument indispensables au démarrage. Même si, dans leur esprit, ils estiment avoir commencé à partir de rien, le *réseau*, ce capital immatériel, les distinguera du commun des mortels:

«J'ai commencé à zéro. Mon capital, c'étaient les gens que je connaissais dans le commerce. Ils m'ont aidé, donné de la marchandise à crédit». *Cas 10 (Pol.)*

Ces individus, comme la plupart des petits entrepreneurs, ne disposent pas, pour beaucoup, de capitaux illicites; la plupart du temps, ils commencent à accumuler grâce à un effort familial. Combien sont-elles, ces femmes d'ex-apparatchiks qui, avec leur salaire, seront amenées à entretenir la famille entière avant que l'activité du mari ne dégage un bénéfice net?

«Ma femme travaillait alors et son salaire fut la base de notre survie. Dans ma famille, dominait le scepticisme, le sentiment que cela ne pouvait pas marcher. Pendant cette première période, je n'ai fait que dépenser de l'argent (pour l'investissement), le premier salaire est arrivé après 6 mois». *Cas 4 (Pol.)*

La cellule familiale sera ce lieu de *bricolage* des facteurs d'accumulation: économie des dépenses, mais aussi efficacité des solidarités entre pro-

ches. Se dessine, à travers les entretiens, un tableau bien éloigné du mythe de l'entrepreneur nomenklaturiste photocopié à des millions d'exemplaires par les gazettes décommunisatrices...

En République tchèque, les difficultés des nouveaux entrepreneurs sont plus grandes, en raison de la défiance institutionnalisée dirigée contre les ex-fonctionnaires du parti, mais le schéma de leur démarche ressemble assez à celui de leurs collègues des autres pays postcommunistes :

«J'ai vu qu'il fallait que je développe une activité d'entrepreneur privé et pour cette raison, j'ai commencé à construire avec ma famille des abattoirs...Le démarrage fut effroyable. J'ai été obligé d'investir tout mon argent, travaillant 16 heures par jour, ce qui représente une charge énorme, physique et psychique. Pendant deux ans, je n'ai pas eu pratiquement un samedi ou un dimanche de libre». *Cas 4 (Tch.)*

Revenus de famille, main-d'œuvre familiale, solidarités quasi claniques et gages sur biens personnels, telle est souvent la réalité du démarrage des ex-nomenklaturistes.

Un autre type de réseau, fait de contacts avec l'étranger, permettra à beaucoup d'ex-nomenklaturistes de combler le manque d'argent. Pour de nombreux investisseurs occidentaux, le début du capitalisme postcommuniste a été perçu comme un nouvel Eldorado qui s'est traduit, dès l'effondrement du bloc, par une véritable ruée sur les marchés orientaux. Très vite, l'illisibilité d'un système économique – où coexistaient bizarrement des traits fondamentaux de l'Ancien Régime et du nouveau – mettra l'ex-nomenklatura dans une position enviée de guide, d'intermédiaire et de decodeur. Les anciens nomenklaturistes furent même particulièrement recherchés :

«De mes contacts avec des partenaires étrangers, je retiens qu'il n'est pas vrai qu'ils ne veulent pas avoir de contacts avec des individus issus de l'ancienne nomenklatura. Un Suisse m'a même dit: "Parce que vous avez su fonctionner dans l'autre système, vous n'avez pas peur de discuter dans des ministères ou dans l'administration. Vous pouvez être très utiles pour faire bouger certaines entreprises et prendre des initiatives dans le pays. Donc ce que l'on reproche à certaines personnes, lorsqu'on dit qu'elles ont appartenu à la nomenklatura alors qu'elles dirigent aujourd'hui des entreprises japonaises, autrichiennes ou allemandes, c'est d'avoir été de gauche". En fait, elles avaient des contacts, elles étaient préparées, elles savaient apprécier les situations». *Cas 30 (Pol.)*

Ces contacts avec l'Ouest constituèrent, pour les anciens de la nomenklatura, une opportunité financière de taille : leurs salaires étaient déjà occidentaux, alors que ceux du pays étaient encore socialistes. Dans une situation de cherté du crédit et de pénurie de capitaux, les liquidités apportées de l'étranger formèrent bien souvent la manne d'entreprises en voie de création.

Certains devançant la demande des occidentaux et se posent en intermédiaires en mettant en contacts les entreprises de l'Est avec celles de l'Ouest. La connaissance du milieu industriel est ici un véritable atout dont étaient dotés exclusivement les membres de l'appareil économique :

«Il y a une absence totale d'information sur les firmes polonaises. Personne ne sait qui est qui. Les grandes firmes occidentales qui privatisent

la Pologne s'occupent seulement des géants, par contre le capital petit et moyen, de Grande-Bretagne, France, Allemagne a besoin de conseils». *Cas 32 (Pol.)*

Certaines catégories de l'ex-nomenklatura sont mieux loties que d'autres, tels ces responsables des relations internationales de leur parti qui, grâce à leurs contacts, ont acquis une connaissance de l'international, une aisance des rapports dont ils se resserviront à la première occasion. Leur rôle d'intermédiaires *mutuels* est très apprécié :

«Je fais surtout du travail de consulting d'investissement en Ukraine et en Russie. Je me sers des contacts que j'avais là-bas, et j'en noue de nouveaux grâce à ceux-ci. Nous sommes la tête de pont des occidentaux. Nous avons réalisé que les conseillers de Harvard qui sont assis à côté de Eltsine sont des gars très intelligents qui demandent beaucoup d'argent, mais ils ne comprennent pas ce qu'Eltsine leur demande et Eltsine ne comprend pas ce qu'ils lui demandent. Les deux systèmes de signes qui se sont formés sont si différents que j'ai le sentiment que nous, les Hongrois, sommes les seuls à comprendre les deux charabias. C'est notre chance principale d'avoir appris les deux charabias au cours des vingt dernières années. Et, de ce point de vue, un apparatchik qui devait faire de la propagande internationale est très bien placé, puisqu'il a dû apprendre à traduire les charabias de l'un en l'autre». *Cas 6 (Hon.)*

Le commerce avec des partenaires naïfs de l'URSS, puis de l'ex-URSS, contribua de façon non négligeable, et parfois risquée, car fondée sur des crédits différés, à accumuler du capital :

«Nous faisons de l'import-export. Nous essayons de lier les intérêts des entreprises et des grossistes polonais et soviétiques. Nous achetons des marchandises en URSS et les vendons en Pologne. Le premier contrat de cet ordre était de 660 000 \$. Il est toujours en vigueur. Quand nous l'avons signé, nous n'avions pas de base financière. Nous avons réussi seulement grâce à l'organisation, l'acquisition de clients, une politique de crédit du côté soviétique car eux nous fournissaient à crédit, une vente rapide, l'achat de marchandises en Pologne et leur expédition en URSS ... Le crédit soviétique, nous ne l'appelions pas crédit, car ils se seraient affolés ... Nous avons induit en erreur nos partenaires soviétiques, lors du premier contrat. Nous nous sommes montrés sous un jour financier et organisationnel bien meilleur. S'ils avaient su quel était l'état réel de notre entreprise, ils n'auraient certainement pas signé le contrat. Nous avons exploité leur ignorance, leur naïveté et l'incapacité de vérifier nos propos. Cela nous a permis de gagner notre premier argent». *Cas 8 (Pol.)*

Trois facteurs de nature politique, obtenus en dot de l'Ancien Régime, sont présents dans le capital de départ des ex-nomenklaturistes de notre échantillon : les réseaux¹, le savoir-faire et la possibilité de chevaucher un certain temps le public et le privé. Ces facteurs ne sont cependant pas suffisamment motivants. Il fallait encore le désir de changer de statut, de

1. À l'inverse des travaux de David Stark qui considère que les réseaux précèdent les capitaux, nous pensons que le réseau est le véhicule des différents capitaux. Cf. «Recombinant Property in East European Capitalism», *American Journal of Sociology*, 101, 1996, p. 993-1027.

métier, de se jeter au-devant d'une grande inconnue. À cela s'est ajouté un ethos qu'aucune mesure quantitative ne nous apporte mais que les récits des acteurs eux-mêmes, aussi rationalisateurs soient-ils, mettent à jour. Pour tout cela il a donc fallu une conviction, une stratégie de vie qui n'attendait que l'occasion de se réaliser, et même, souvent, un lien avec une tradition ou culture entrepreneuriale familiale. En outre, un environnement familial prêt au sacrifice, à l'épargne, aux gages sur les biens personnels.

Dans la plupart des cas, c'est une combinatoire d'éléments objectifs et subjectifs qui favorise la mobilité du groupe dominant de l'économie étatisée vers celui des néo-capitalistes de l'économie de marché. Cette combinatoire est faite de différents types de « capitaux » – culturel, relationnel ou social, politique mais aussi physique – qui font la singularité de cette nouvelle et encore très fragile composante du capitalisme postcommuniste.

RECONSTRUCTIONS IDENTITAIRES

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Pologne : des ingénieurs réformistes dépourvus d'idéologie

En Pologne, c'est à la suite de légendaires mouvements sociaux que les gouvernements successifs furent conduits à « désoviétiser » partiellement les structures sociales et économiques. Wladyslaw Gomulka toléra ainsi, après les événements de 1956, une libéralisation relative de la presse et une certaine circulation des individus vers l'Ouest. Il suscita même une petite décollectivisation : ceux des paysans qui le souhaitaient étaient invités à quitter leur coopérative de production. Chassé du pouvoir par la révolte ouvrière de 1970, W. Gomulka fit place à un nouveau secrétaire providentiel, Edward Gierek, qui proposa à la société polonaise une politique de consommation de type occidental grâce à une amélioration attendue du système de production socialiste. Le pari de E. Gierek était simple : il s'agissait, par une politique intensive d'industrialisation qui faisait largement appel aux technologies occidentales et aux crédits des pays riches, de proposer, sur le marché mondial, des produits d'autant plus concurrentiels que les coûts de main-d'œuvre étaient bas. Le pari, comme chacun sait, fut perdu, les produits polonais se montrant de piètre qualité. Sous le règne de E. Gierek, les entorses aux dogmes habituels du camp socialiste furent encore plus nombreuses que sous celui de son prédécesseur, se caractérisant notamment par une ouverture significative au secteur privé.

Cette large ouverture aux technologies occidentales exigeait la présence massive de techniciens, d'ingénieurs, de spécialistes. Si la course effrénée au diplôme technique est, en général, propre au type d'ascension sociale des anciens pays socialistes, elle le fut tout particulièrement sous E. Gierek. Ainsi en Pologne, en 1970-1971, 26,3 % des diplômés étaient titulaires d'un diplôme technique, alors qu'un chiffre correspondant était, pour la France par exemple, de 9 %. Indéniablement, le programme de E. Gierek, qui faisait appel à la figure emblématique de *l'expert*, fut populaire dans le pays,

du moins pendant les trois premières années. Il fut surtout populaire dans le parti – qui se renouvela à l'époque – en particulier chez ces jeunes ingénieurs qui voyaient que le sort du pays dépendait bien plus *d'eux* que de la génération qui avait fondé le régime. Sous E. Gierek se développa un affairisme inconnu. Il fut le héros de leur jeunesse :

«Gierek a constitué une énorme chance que l'on a gaspillée. J'ai participé alors à sa politique. J'ai beaucoup travaillé avec l'espoir que tous ces crédits mettraient la Pologne à niveau. Les changements d'aujourd'hui ont été initiés par Gierek ... Le premier pas a été l'octroi de passeports et la permission de voyager à l'Ouest ... C'était le premier pas vers la chute du socialisme ... Le deuxième pas fut l'introduction de certaines formes de l'économie du marché, les *ajencje*¹... Tout cela aurait mené très lentement au "socialisme à visage humain"». *Cas 1 (Pol.)*

Ces adhérents formèrent progressivement au sein du parti un groupe *réformateur, moderniste et instruit*, opposé aux conservateurs. Un groupe qui, à la base, dans les grandes entreprises, disposait d'une certaine autonomie, tout en appartenant intégralement à la nomenklatura, un groupe qui n'admettait pas toujours les revendications ouvrières de Solidarnosc mais qui en acceptait le combat pour la liberté dans la mesure où il convergeait avec ses intérêts. Ce groupe, traitant l'entreprise comme un champ d'action, a forgé *dès cette époque* des instruments et des aptitudes qui lui permettront d'appréhender aisément la transformation des rapports de propriété après 1989. Cette mutation constituera même, à certains égards, une suite, pour eux, plus naturelle que le socialisme étatique qu'ils géraient. Leur cheminement fut initialement «technique». Souvent, c'est par l'observation et l'adoption précoces des systèmes occidentaux de motivation ou d'organisation du travail que s'est opérée leur propre *adaptation* à l'entreprise privée :

«Dès 1973-1974, j'ai remarqué, en dirigeant des équipes, que l'on perdait beaucoup d'efforts si les gens ne sont pas intéressés matériellement par ce qu'ils font, s'ils n'en sont pas responsables personnellement ... Je me suis ainsi préparé [à l'entreprise privée] : en tant que directeur du département des aérosols, j'ai créé des systèmes de motivation, de différenciation salariale». *Cas 14 (Pol.)*

«J'ai lu quelques livres américains de gestion et même si le taylorisme n'est pas un système très humain, c'était en tout cas un système d'apprentissage de réflexes conditionnés. J'ai envoyé des équipes pour un stage de deux semaines et ensuite chacun faisait des gestes mécaniques à la place que je lui avais assignée. C'est ainsi qu'a commencé la production en série de composants électroniques dans un lieu où personne ne savait ce qu'était l'électronique». *Cas 32 (Pol.)*

La politique de Gierek donna aux directeurs d'entreprise une impulsion d'autant plus forte qu'ils œuvraient dans un univers plus complexe : d'un côté, ils restaient nécessairement soumis aux décisions issues de la planification centralisée, d'un autre, ils devaient jongler avec les nouvelles technologies et réaliser des produits compétitifs. Nul doute que, de cet apprentissage aux aspects souvent contradictoires, naquit une bonne connais-

1. Entreprises publiques de services (restaurants, cafés) dont la gérance était privée.

sance des défauts du système, de son incapacité, notamment, à prendre des risques dans le contexte d'un élan généralisé de l'économie. Ils s'installèrent en bâtisseurs, en capitaines d'industrie au sein du gierkisme, indifférents à l'idéologie. Il n'est guère étonnant que rétrospectivement, ils aient jugé, non sans fondement, que le régime évoluait vers le capitalisme. En y ajoutant l'épithète de social, ils s'y identifient volontiers :

«Le capitalisme ouvert, moderne, ne perdant pas de vue le sort de gens, tel est mon idéal et ma carrière». *Cas 6 (Pol.)*

Le changement de régime les a toutefois incontestablement gênés, car ils ont, pour beaucoup, perdu le pouvoir politico-économique qu'ils détenaient dans les entreprises et dans les appareils locaux ou régionaux. De surcroît, ils furent mis au ban de la société en raison de leur appartenance à la nomenklatura, dégradation morale qu'ils admirent mal car ils se vivaient avant tout comme des *professionnels* qui, pour exercer leur métier, devaient adhérer au parti :

«Le pouvoir (communiste) était ainsi fait que les spécialistes de haut niveau étaient contraints d'adhérer au parti. S'ils voulaient réaliser quelque chose, ils devaient s'inscrire au parti Ainsi, ils pouvaient parvenir à la satisfaction professionnelle et se distinguer par leur travail. Ces gens-là ne s'inscrivaient pas au parti pour obtenir des privilèges ... C'étaient des spécialistes de très haut niveau. On ne peut pas dire que quand on est rouge, on n'est pas un bon professionnel». *Cas 1 (Pol.)*

Ils admirent difficilement – vraie ou fausse naïveté ? – qu'on pût leur tenir grief, lors des campagnes de décommunisation, de leur appartenance au parti, et même à l'appareil, alors qu'ils travaillaient pour la «patrie». S'agissant de l'appareil précisément, ce noyau central et inaccessible du pouvoir communiste, ils témoignent de son évolution et de sa volonté d'impulser les transformations :

«L'appareil, c'était une superinstitution. Y travaillaient des gens d'expériences diverses, de différents niveaux d'instruction. On pouvait beaucoup apprendre d'eux. Il y en avait aussi de mauvais, comme dans chaque organisme ... Si nous devons aujourd'hui évaluer ma vie, en termes de gain ou de perte, ce que j'ai appris là-bas, je ne l'apprendrai nulle part ailleurs». *Cas 8 (Pol.)*

«Dans chaque génération, se trouve un groupe d'individus qui se réalisent par l'action. Car, ainsi, ils ont la chance non pas d'acquérir ce statut matériel, dont on parle tant actuellement, mais la chance de s'accomplir. Certains le font dans l'opposition mais la majorité se place auprès du groupe gouvernant, ... mais, pour moi, cela ne signifiait pas qu'en raison de mon adhésion je devenais un communiste». *Cas 21 (Pol.)*

Dépourvus d'idéologie, faisant leur apprentissage dans les lieux mêmes où s'élabore la politique du régime, cyniques à l'égard de la cause qu'ils sont censés défendre, ils se posent avant tout en ingénieurs, ces vrais héros du communisme, des héros dont tous les régimes ont besoin...

République tchèque : nostalgiques du passé

Les entrepreneurs tchèques issus de la nomenklatura sont tous les enfants de la normalisation post 1968. Pour être admis dans les rangs de la nomenklatura après 1968, il fallait avoir soutenu sans réserves l'appel aux armées « amies », l'occupation étrangère et la politique de normalisation qui s'en suivit. Ayant très soigneusement intériorisé les arguments idéologiques forgés dans la lutte contre l'esprit du Printemps de Prague, leurs stratégies de vie s'étant inscrites dans ce combat, ils en ont été tributaires jusqu'aujourd'hui. À la différence des Polonais (et des Hongrois), le discours des interviewés tchèques est donc très idéologisé. En général, ils n'acceptent pas la venue du capitalisme à cœur joie. Ils se vivent même comme les victimes d'un mauvais tour de l'Histoire. Pour eux, le régime communiste fut « globalement positif » :

« Tout ce qui a été fait au cours de cinquante ans n'est pas mauvais. Il y avait de nombreux aspects positifs ... surtout en matière de santé et d'enseignement ... En tout cas, je dirais que je ne suis pas quelqu'un qui cracherait sur tout ce qui a été fait ». *Cas 3 (Tch.)*

Il est symptomatique que notre groupe tchèque ait souvent mis en valeur le modèle chinois de développement des années quatre-vingt-dix, soulignant le succès des dirigeants communistes chinois qui ont su graduellement introduire une économie de marché tout en maintenant intact le régime du parti unique. Dans les propos de nos interviewés, se manifestait un sentiment d'amertume et de nostalgie. L'amertume, c'est de n'avoir pas su ou pu procéder de la même manière, la nostalgie, c'est le regret du monde socialiste disparu. La Chine fonctionne comme un symbole d'autant plus persuasif que réussi de symbiose entre le capitalisme et leur engagement passé. La possibilité de considérer l'alliance de la permissivité économique avec l'autoritarisme politique comme une évolution réussie les aide à atténuer leur faute, à produire un système de justification¹.

« Depuis le début des changements en Chine dans l'économie ... je me suis dit que les réformes économiques étaient meilleures, ou plutôt plus réalistes, qu'en Russie. J'ai été persuadé qu'il fallait commencer efficacement par l'économie ... L'avenir de la Chine consiste en une jonction des principes socialistes, des traditions historiques et de l'entrepreneuriat existant dans les sociétés capitalistes ». *Cas 3 (Tch.)*

1. Il est à noter que le modèle chinois n'a pas seulement fasciné la nomenklatura tchèque. En Pologne, ce sont les représentants de l'aile conservatrice qui expriment le même point de vue, comme, par exemple, Leszek Miller, l'un des principaux ministres de la coalition au pouvoir depuis l'automne 1993 : « à La Chine se dirige vers l'économie du marché mais les Chinois ont bien remarqué que les succès économiques des pays asiatiques ont toujours été doublés d'une dictature, qu'elle soit militaire ou financière. Les Chinois voient bien que la démocratie n'a rien à y voir et veulent répéter l'expérience en conservant la dictature du parti. Je n'ai pas l'impression qu'ils veuillent aboutir à la démocratie parlementaire même s'ils ne le disent pas ouvertement. En revanche, ils voulaient savoir quel prix payait notre société à la suite de l'instauration du marché libre. Je suis fasciné, il est vrai, par la capacité qu'ont les Chinois de tirer des conclusions des expériences des autres. Ils observent et analysent très attentivement la situation en Europe et en Russie », *Entretien*, 26 février 1993 ; cf. G. Mink, J.-C. Szurek, « Fin de règne : trois conservateurs parlent de 1989 (K. Grosz, L. Miller, M. Stephan) », *L'Autre Europe*, 28-29, 1994.

L'ancienne élite communiste en Europe centrale

Transposé au terrain tchèque, le syndrome chinois se traduit par un réformisme tiède. La critique du centralisme, au nom de l'efficacité de l'économie, cède toujours le pas à la primauté du parti unique :

« J'ai été pour la réforme, mais je ne pensais pas que le parti devait perdre sa position. J'ai toujours été persuadé que le rôle dirigeant du parti dans l'État, dans la société, avait sa logique et sa justification, et je n'ai jamais estimé qu'il devait en être autrement ». *Cas 2 (Tch.)*

L'effondrement du communisme est dû, selon eux, à la crise en URSS, voire à la trahison ou la maladresse de Gorbatchev :

« Je considère la stratégie de Gorbatchev comme erronée. Les États-Unis ont battu leur adversaire sur le plan économique, et ce problème ne pouvait être résolu par la perestroïka. La détente idéologique a, au contraire, aggravé ces faiblesses. La perestroïka partait de la représentation – qui s'est révélée fautive – que l'on réussirait à mettre en mouvement les masses et que les masses auraient intérêt à soutenir le socialisme. Ce fut une erreur ... C'est un fait que [le socialisme] s'est terminé sans lutte parce que tous – au moins dans mon entourage – estimaient que nous ne pouvions pas être un îlot et nous défendre. Cette déliquescence a été provoquée ... par la décomposition de l'Union Soviétique ». *Cas 6 (Tch.)*

Si le maintien du système n'avait dépendu que de la Tchécoslovaquie, rien de tel ne serait advenu tant la normalisation y a réussi, selon eux, à pérenniser un socialisme solide.

Hongrie : précapitalistes dans le socialisme

Des deux nomenklaturas rationalistes, celle de la Hongrie eut la trajectoire la moins heurtée. Après la révolution de 1956, l'élite politique hongroise a engagé progressivement des réformes économiques qui ont accordé une place croissante au secteur privé. Le fameux compromis kadarien reposait sur un partage simple : au parti la politique, à la société civile des ouvertures vers l'économie « informelle » et à certaines « libertés formelles », dont celle de voyager à l'Ouest. Sont-ce ces libertés – communicatives au point d'atteindre l'appareil lui-même – et la complexité croissante de l'économie (difficultés du remboursement de la dette, développement des inégalités, essor du secteur privé) qui firent prendre conscience aux dirigeants hongrois que le camp socialiste *ne pouvait gagner* la compétition économique avec l'Occident et qu'il fallait s'acheminer vers une variante hongroise de la « troisième voie » ?

Au seuil des années quatre-vingt, comme en Pologne, la nomenklatura hongroise chercha à élargir son personnel, recrutant systématiquement des individus hautement compétents et très scolarisés (justifiant de « deux diplômes », comme le dira l'un de nos interlocuteurs) :

« Au fil du temps, l'appareil du parti s'est enrichi d'hommes intelligents ... Au Comité central, où j'ai travaillé, les gens étaient indépendants, ils pouvaient dire qu'ils nous rendaient service en y travaillant ». *Cas 2 (Hon.)*

L'attrait pour l'activité économique privée saisit certaines franges de la nomenklatura, comme le montrèrent les enquêtes des plus prestigieux socio-

logues hongrois à l'époque. Cette évolution contraignit aussi l'appareil à s'étoffer, car les possibilités de reconnaissance sociale et de pouvoir économique existaient dorénavant en dehors de lui, en toute *liberté*. S'éloignant de l'idéologie fondatrice, l'appareil devait par conséquent intégrer des individus qualifiés et relativement disponibles, c'est-à-dire capables à la fois d'imaginer des réponses neuves tout en demeurant des hommes du sérail. Miklos Nemeth, le dernier Premier ministre communiste de Hongrie, constituant autour de lui une équipe de « communistes réformateurs », a bien incarné ces apparatchiks de la dernière décennie, compétents et désireux de procéder aux changements. Mais les discussions sur la « modernisation de la Hongrie » duraient déjà au sein du parti depuis 1985 et, parmi les scénarios envisagés, celui d'une *transformation politique* du régime avait été largement évoqué :

« Au cours des années soixante et de la première moitié des années soixante-dix, ma génération partageait l'illusion que la Hongrie allait se moderniser et non se détacher des centres de développement. Au début des années quatre-vingt, il est devenu de plus en plus clair que cette tendance s'était retournée, que la modernisation n'aurait pas lieu. Les communistes réformateurs étaient préoccupés de savoir comment on pouvait stopper ce processus. Précisément parce que les tentatives faites dans l'économie n'avaient pas apporté de résultats probants, beaucoup étaient arrivés à la conclusion qu'on ne pourrait progresser sans une réforme importante des institutions politiques (mais non un changement de régime) ». *Cas 4 (Hon.)*

Minoritaires encore dans l'appareil, les réformateurs préconisaient ainsi l'*inélucltabilité* du pluripartisme, raisonnement fondé non pas tant sur l'amour de la démocratie que sur sa nécessité fonctionnelle issue curieusement de la nature même du kadarisme. En fait, comme en Pologne, l'existence d'un système mixte (gros secteur socialiste, petit secteur de la seconde économie) conduisit les nomenklaturas rationalistes à envisager la « mixité politique » :

« Puisque le pluralisme économique existait, le pluralisme apparaîtrait dans le système politique, qu'on le veuille ou non. Puisqu'il y avait concurrence dans l'économie, il y en aurait certainement entre les idéologies. Il fallait que l'on sorte de ce complexe selon lequel notre idéologie ne pouvait être menée à bien en situation de concurrence ». *Cas 4 (Hon.)*

Propos confirmé par tel autre entrepreneur de notre groupe, membre du Comité central avant 1989 et président aujourd'hui d'une filiale hongroise d'un cabinet-conseil international :

« J'ai été le premier à déclarer lors d'une session du CC en novembre 1988 que nous devons nous préparer à un système multipartite compétitif. Je pensais que nous ne remporterions peut-être pas les premières élections, mais que nous resterions assez forts pour faire partie du gouvernement. J'étais convaincu que les réformes gorbatchéviennes se poursuivraient et prendraient de l'ampleur ». *Cas 6 (Hon.)*

Ce qui caractérise les nomenklaturas rationalistes, c'est la conviction d'avoir épousé le « sens de l'histoire », de se trouver installées à la crête de mouvements politiques et économiques qui pouvaient autant s'incarner dans

les oppositions qu'en elles. C'est pourquoi, comme en Pologne, elles n'imaginaient guère se trouver balayées. Pour les plus lucides toutefois, il n'était plus possible de rien contrôler et ils se trouvaient dans une situation inévitablement contradictoire :

«C'est à partir du début de 1989 que j'ai voulu préparer sciemment un changement de régime. Avant, j'étais convaincu qu'il fallait surmonter la crise ... Et pourtant tout le monde était conscient que l'on sciait la branche sur laquelle on était assis ... On pensait qu'il fallait mener à bien ce travail, qu'il n'y avait pas de faillite totale et qu'il était utile de conserver quelque chose». *Cas 1 (Hon.)*

Cette décomposition croissante constituait un encouragement à agir *ouvertement* en faveur d'une transformation des *rapports de propriété* à des fins autant *collectives* que *personnelles*. En développant les rapports marchands au sein de l'économie, la nomenklatura hongroise avait gardé la conviction qu'elle œuvrait encore pour le socialisme, pour un socialisme «évolutif». En Hongrie plus qu'ailleurs, une nouvelle génération d'hommes politiques et de dirigeants économiques, vivier des cadres de la transition et des futurs entrepreneurs, sont issus des anciennes élites. Ce groupe se tourna résolument, au vu des résultats électoraux des premières élections libres (victoire du MDF¹), vers l'entreprise privée.

FORGER UNE NOUVELLE IDENTITÉ

Pologne : sociaux-libéraux

Les entrepreneurs polonais originaires de l'ex-nomenklatura n'eurent guère de difficultés à épouser les nouvelles valeurs. Tout leur convenait : la démocratie, l'économie de marché, l'Europe. Bénéficiaires d'une accumulation précoce du capital, ils possèdent les attributs évidents d'un groupe patronal. À l'égard des syndicats, par exemple, s'ils se montrent attentifs à leur existence globale – ne sont-ils pas nécessaires au dialogue social ? –, ils ne les voient pas pour autant d'un bon œil dans leur propre entreprise, se souvenant, pour certains d'entre eux, de leurs difficiles échanges avec les sections locales de Solidarnosc. Ils sont partagés entre leur logique libérale et leur formation initiale «de gauche», oscillant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. De par leur tradition, leurs habitudes et leur esprit réformateur, ils sont proches de la *nouvelle* mouvance social-démocrate (anciennement communiste), mais dès qu'il est question de leur propre entreprise (avoir un syndicat chez soi), ils deviennent libéraux. Il ne leur serait pas indifférent qu'on les perçoive comme des patrons sociaux. Dans leur commune ou leur région, ils se targuent de suppléer au déficit de l'État protecteur en finançant ici un club de sport, là un centre pour handicapés. Ils restent fortement attachés à une conception de l'économie où l'État demeure présent :

«J'ai voté pour la gauche ... En Pologne, il y a une place pour une gauche moderne et pour l'équilibre politique ... Mon attachement à la gauche tient au fait que l'on ne doit pas reprendre aux gens tous les

1. MDF : sigle du Forum démocratique hongrois, formation de centre-droit dont a été issu le premier gouvernement non communiste après 1989.

éléments de la protection sociale en même temps. Cela peut se faire graduellement, il faut s'y habituer ... L'État protecteur repose sur une économie forte qui, seule, peut garantir toute la protection sociale». *Cas 6 (Pol.)*

En Pologne, l'ancrage à «gauche» de la SDRP ne se caractérise pas uniquement par la «défense des droits acquis», formule qui leur a rallié des partisans dans toutes les couches sociales, notamment les retraités, mais aussi par un anticléricalisme prononcé. Cet anticléricalisme constitue, pour de nombreux entrepreneurs issus de l'ex-nomenklatura, une composante forte de leur nouvelle identité :

«Je suis un adversaire résolu de l'intervention de l'Église dans notre vie. Dans un État moderne cela ne devrait pas avoir lieu. Je n'aime pas que les partis politiques s'abritent sous la soutane, il faut être responsable de sa propre identité au lieu de se référer aux liens privilégiés avec l'Église». *Cas 6 (Pol.)*

Il est à noter que les suffrages les plus nombreux, en provenance du groupe des entrepreneurs, au cours des élections législatives de septembre 1993, se sont d'abord portés sur les candidats de la SDRP et, en deuxième position seulement, sur ceux de l'Union de la liberté, le parti de Mazowiecki, Geremek et Balcerowicz (pourtant le parti emblématique, libéral et social, de l'introduction de l'économie de marché). Il est clair que, pour les patrons de l'ex-nomenklatura, il était plus important de voter, à libéralisme égal, pour la formation dont ils étaient issus. Dans ce vote s'exprimait non seulement une fidélité autojustificatrice, mais surtout l'affirmation d'une place entière dans l'espace politique postcommuniste. Ce groupe revendique haut et fort ses «droits d'auteurs» dans la destruction du communisme et la précipitation vers le capitalisme d'un régime qu'il considérait comme dépassé. C'est pourquoi, rappelle-t-il, la SDRP est aussi *libérale*. Et inversement, les responsables de la SDRP ne sont pas peu fiers de montrer que les «leurs» sont – et *étaient* – d'excellents professionnels.

La cohabitation de deux syndromes contradictoires (vision social-démocrate des rapports sociaux à l'échelon global et vision libérale des relations professionnelles à l'échelon local, notamment dans l'entreprise) a pu trouver son point d'équilibre, jusqu'à présent du moins, dans un référent identitaire social-libéral, savamment entretenu, non sans démagogie, par la SDRP. Combien de temps durera cet équilibre ?

République tchèque : entrepreneurs et toujours communistes

Mis au ban de la société du jour au lendemain, devenus entrepreneurs par nécessité, les ex-nomenklaturistes tchèques éprouvent des difficultés à construire une *identité* cohérente, cherchant à minimiser la contradiction entre une idéologie de type entrepreneurial, qu'ils assument, et les valeurs traditionnelles de gauche, qu'ils revendiquent. Ils ne parviennent pas, à l'instar des Polonais, à la résoudre dans une formule social-libérale. Ces derniers se font même, à l'occasion, les chantres de la social-démocratisation de l'ancien parti communiste. Pour les Tchèques, bien au contraire, il n'y a rien de reprehensible à s'identifier à l'ancien parti. Il est vrai qu'ils ne peuvent guère s'y identifier à un courant réformateur, liés

L'ancienne élite communiste en Europe centrale

qu'ils sont à un parti normalisé, qu'ils ont contribué à normaliser. Face à l'opprobre de l'opinion publique, l'une de leurs défenses favorites, c'est d'affirmer que le PCT était devenu, au cours des décennies soixante-dix et quatre-vingt, un lieu de sélection méritocratique. Ils veulent montrer que c'est le mérite, le culte du travail bien fait qui les maintenaient au parti. Cette aptitude au travail bien fait, ils l'avaient, disent-ils, *avant*, ils l'ont aussi dans leur activité d'entrepreneur :

« Nous, qui avons été privés de notre travail, un travail que nous aimions et que nous faisons avec un certain enthousiasme et à un niveau professionnel décent, nous avons besoin de nous prouver à nous-mêmes – et autour de nous – que nous n'étions pas une nomenklatura imposée uniquement parce que nous étions communistes. Nous avons besoin de prouver, et certains le font déjà, que nous étions des managers capables ». *Cas 2 (Tch.)*

Ainsi, puisque la condition nouvelle d'entrepreneur équivaut à une revanche sur la vie, il n'y a pas vraiment de discontinuité idéologique entre les deux situations. Devenus entrepreneurs par obligation, ils seront toujours « sociaux » :

« Se proclamer de gauche et devenir entrepreneur sont des activités compatibles, Engels en est la preuve. Je ne serai jamais, compte tenu de mon orientation professionnelle, l'employeur de dizaines de salariés. Ainsi, je n'aurai jamais le sentiment de parasiter le travail de quelqu'un... ». *Cas 6 (Tch.)*

La vision du monde affichée par le groupe tchèque est clairement soumise à ce syncrétisme très particulier qui caractérise le communisme issu de la normalisation : déjà en 1968, disent certains de ces ex-nomenklaturistes, il fallait combattre la bourgeoisie infiltrée dans le parti, aujourd'hui, grâce à Gorbatchev, elle a gagné, il faut par conséquent reprendre ce combat à la base. Puisque le néo-capitalisme libéral paupérise à nouveau les ouvriers, ces derniers trouveront auprès de nous, les « petits entrepreneurs », leurs meilleurs alliés. D'ailleurs, les « petits entrepreneurs » aussi, vieille antienne des stratégies communistes, sont en crise. Cette façon de se représenter en victimes brimées et paupérisées par le gouvernement « ultra-libéral » de Vaclav Klaus conduit à une étrange équation entre entrepreneurs et ouvriers. Se parant de vieux clichés et d'un langage non moins archaïque, les « ouvriers-entrepreneurs » estiment qu'ils pourraient constituer une menace pour la « droite », si la situation se détériorait :

« Les petits entrepreneurs sont très déçus par la situation actuelle. Des couches sociales entières n'auront plus les moyens de s'acheter du pain : cela pourrait susciter une psychose de masse ... profitable à la gauche, à condition qu'elle soit capable de répondre de façon très concrète aux besoins des couches sociales défavorisées ou menacées ». *Cas 3 (Tch.)*

« J'ai l'impression que l'on veut créer ici une force de travail bon marché pour le capital allemand et liquider la plupart des petits entrepreneurs. On s'efforce de ne maintenir que les entrepreneurs moyens et importants : le capital le plus important sera représenté par le capital étranger. Telle est la volonté de la droite. Par conséquent, un large spectre politique, qui va de la gauche au centre défend, paradoxalement, les intérêts des entrepreneurs petits et moyens ». *Cas 6 (Tch.)*

La dissonance est donc profonde chez les ex-nomenklaturistes tchèques. Nul doute que, dans le futur, ils s'éloigneront, et leurs héritiers plus sûrement encore, de cette langue de bois dans laquelle ils ont trempé durant la majeure partie de leur vie. Nul doute qu'ils sauront, eux aussi, rationaliser une future réussite matérielle dans un sens plus conforme «à leurs nouveaux attributs de classe». Mais lors de l'enquête, l'économique, contrairement à leurs homologues polonais, restait encore secondaire dans leurs discours et obsessions, clairement vengeurs. Ils pourfendaient, sans crainte du ridicule, l'Église «qui se réapproprie ses biens», la noblesse «qui ne parle même pas le tchèque», les Allemands «qui ont voulu la partition de la Tchécoslovaquie et qui veulent revenir en force», la droite «prête à renoncer aux Sudètes»...

Hongrie : des sociaux-démocrates

Il est parfois difficile de distinguer l'ex-nomenklatura hongroise de son homologue polonaise. Nous avons d'ailleurs suffisamment souligné les convergences d'un modèle hungaro-polonais d'anticipation au capitalisme, distinct des autres, et notamment du modèle tchèque. Est-ce parce que la transition du socialisme au capitalisme y fut la plus douce? En tout cas, l'ex-nomenklatura hongroise ne craint pas, quant à elle, de s'afficher clairement «socialiste», vocable qu'elle utilise comme synonyme de social-démocratie, peut-être par souci d'identification à l'Internationale socialiste dont le PSH souhaitait ardemment devenir membre à part entière. Qui plus est, le mot *socialiste* s'est installé dans le langage usuel pour désigner les héritiers du PSOH, à la différence de la République tchèque où les héritiers du PCT sont perçus comme communistes conformément à leur appellation. C'est en Pologne que ce jeu sémantique est le plus brouillé, car y cohabite l'autodésignation formelle de *social-démocrate*, mais qui est rarement utilisée, avec le vocable plus répandu de *gauche*, au sens où il y aurait une culture et un «peuple» de gauche. Pour les Hongrois, la période communiste constituerait presque un passage obligé, graduel vers le progrès, vers l'industrialisation, telle que Marx l'a définie.

«La philosophie politique dominante ici est que ... la grande transformation a commencé en 1989 et que le monde évoluera finalement dans le sens défini par Marx vers la société industrielle. Cette transformation ne doit pas se produire de façon violente mais progressive, vers la social-démocratie et le socialisme. Mon parti et moi, nous voulons construire une société qui offre plus de possibilités aux gens après avoir reconnu que l'Ancien Régime ne pouvait le réussir». *Cas 2 (Hon.)*

Il s'agit donc d'associer dorénavant une meilleure productivité à la nécessaire solidarité, car ce qui distinguera la gauche de la droite dans le postcommunisme, ce sera «la manière d'introduire le capitalisme et la question de savoir qui paie les frais» (*Cas 8*). Pour nos interlocuteurs hongrois, il n'est pas question d'accepter l'économie de marché sans contrôle, ils veulent à la fois porter l'étendard du social et celui de l'efficacité économique.

* *

Il existe indéniablement un groupe issu de l'ancienne nomenklatura politico-économique, aujourd'hui reconverti dans le secteur privé, dont les membres ont suivi les mêmes voies de reclassement social, pour ne pas dire de mobilité ascendante, qui partagent les mêmes valeurs, les mêmes représentations du monde et adoptent des comportements comparables. Depuis les victoires électorales des héritiers socio-démocrates du communisme (surtout du Parti socialiste hongrois et de l'Alliance de la gauche démocratique en Pologne), on peut y inclure une part notable de l'appareil économique mi-public mi-privé (banques, fonds d'investissement, centrales du commerce extérieur). Nous avons mis en évidence, par l'analyse des documents du parti polonais, que l'idée d'un capitalisme porté par la nomenklatura s'était répandue du *centre du système vers ses soutiens*. Le processus a été diachronique et s'est déroulé dans les années quatre-vingt, à partir des années soixante-dix, et achevé dans les années quatre-vingt-dix. La légitimation et la diffusion de ce modèle du capitalisme, *a priori* si étranger à l'Ancien Régime, se sont donc opérées progressivement à travers les trois cercles sus-décrits. De même l'analyse des entretiens a illustré le processus de conversion et d'adaptation identitaire de l'ex-nomenklatura.

Il reste à s'interroger sur les raisons pour lesquelles, au cours des premières années de l'après-1989, «la nomenklatura communiste» a occupé sur la scène publique une place telle que l'on eût pu croire qu'elle avait constitué l'acteur social principal des changements postrévolutionnaires. Cette perception correspondait à la fois à un langage de *dépossession*, provenant des différents acteurs de la mutation qui ne comprenaient pas que l'irruption de la démocratie se soldât par une régression des conditions de vie et des attentes politiques, et à celui que cette révolution-là ne constituait *aucune* rupture.

Simultanément, ce thème du maintien de la nomenklatura – malgré la destruction de l'Ancien Régime – n'était ni neutre ni anodin : il s'inscrit systématiquement depuis l'avènement de la démocratie dans les campagnes de décommunisation, d'épuration ou de lustration qui font du passé dit communiste des individus une ressource mobilisable dans les compétitions politiques. En réalité, deux phénomènes se chevauchent à propos de l'ex-nomenklatura communiste : celui de son rôle important («classogène») dans le processus de *transformation* de la propriété (donc dans la structure sociale actuelle) et celui de sa *mythologisation* dans la perception générale (la nomenklatura serait la *seule* bénéficiaire de l'économie de marché).

Une première explication à ces distorsions gît dans la question de la *lisibilité* de la révolution de 1989. La difficulté à trouver le concept adéquat pour définir ces événements a donné la mesure de la désorientation. On dispose d'un véritable dictionnaire d'expressions insolites pour qualifier cette drôle de révolution : «révolution sans révolutionnaires» (François Fejtö), «révolution discrète» (Jadwiga Staniszkis), «révolution négociée» (Laszlo Bruszt), «révolution» (Timothy G. Ash, contraction de réforme et révolution), «révolution sans adversaires» (Ralf Dahrendorf), etc.¹.

1. Cf. l'introduction à G. Mink, J.-Ch. Szurek (dir.), *Cet étrange postcommunisme, rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte-Presses du CNRS, 1992, 366 p.

À cette difficulté de trouver et de nommer les acteurs se sont ajoutées plus prosaïquement, mais aussi plus gravement, celles qu'ont éprouvées les « perdants », à se repérer dans l'après-communisme : non seulement les ouvriers des complexes industriels obsolètes, mais aussi les salariés agricoles des fermes d'État liquidées, les paysans paupérisés par la concurrence de produits occidentaux, les retraités, les jeunes, les femmes... Rien d'étonnant que les nouveaux partis socio-démocrates, liant habilement leurs nouvelles vertus démocratiques aux acquis « historiques du socialisme » aient su capter les nostalgies d'un électorat déçu par les rigueurs des plans de stabilisation. La désorientation généralisée a donc servi leur retour. Bronislaw Geremek a regretté, mais un peu tard, de n'avoir pas su sacréaliser le moment de la rupture, par exemple par une gigantesque fête de la victoire¹. La désorientation a affecté aussi les anciens opposants, peu préparés à la professionnalisation politique : Lech Walesa eut du mal en 1989-1990 à trouver sa place, tout comme Solidarnosc qui ne sut clairement choisir, jusqu'à aujourd'hui encore, entre la fonction syndicale et la fonction politique ; Vaclav Havel éprouva des difficultés face à son adversaire Vaclav Klaus ; Janos Kis ne se sentait pas à l'aise comme président d'un parti en croissance (SZDSZ-Alliance des démocrates libres) et on pourrait multiplier les exemples.

Seuls les ex-communistes semblent avoir trouvé leur place sans peine. Il n'est guère étonnant qu'on les ait dès lors diabolisés. Leurs victoires électorales quelques années plus tard prouvent qu'ils ont su déjouer l'obstacle de la décommunisation et de l'opprobre social. Ils ont fini par faire admettre que les campagnes *instrumentales* qui les assaillaient exagéraient considérablement leur véritable rôle, et ils peuvent désormais répandre l'idée qu'ils ont inauguré le nouveau régime à égalité de traitement, économique et politique, avec n'importe quelle formation démocratique.

Toutefois, malgré leurs belles victoires politiques et économiques, victoires qui iront jusqu'à l'accueil magnanime des alternances, malgré les actes symboliques de repentir – tel est le cas du président Kwasniewski qui, lors de la victoire électorale de son camp, a demandé pardon pour les crimes commis au nom du communisme – le *passé*, pour eux, n'est pas passé non plus.

En témoigne la rage autobiographique qui a saisi les anciens responsables communistes destinée non seulement à proposer leurs versions *ex-post* des événements mais, peut-être avant tout, à se dégager de leur propre autocensure à l'époque communiste. Ces autobiographies au titre cathartique (*Je romps le silence* de l'ancien Premier ministre polonais Piotr Jaroszewicz ou *Il est temps de se confesser* du philosophe Adam Schaff, ou encore *Avant que je ne sois jugé* de Mieczyslaw Rakowski) se situent en fait par excel-

1. « Nous avons converti la joie en investissement économique, c'est-à-dire obtenu l'accord social pour la paix civile face à une chute abrupte des conditions de vie », dira-t-il encore pour s'étonner de n'avoir pas eu, après trois ans de sacrifices de la population, à subir de révolte anticapitaliste. Propos tenus par B. Geremek lors de la première séance de son séminaire au Collège de France consacré aux « dilemmes du postcommunisme », 1993.

lence dans une auto-idéologisation *ordonnée*, confession voilée dans le dévoilement pour reprendre les mots d'Aloïs Hahn¹ de leurs trajectoires.

Dans les entretiens que les anciens nomenklaturistes nous ont accordés, quelle est la part *pertinente* de leur propos, cette pertinence qui permet de les saisir à l'aune d'une situation contextuelle et non reconstruite ? Cette question était au centre de notre approche et celle-ci devait nécessairement intégrer les cohérences affichées et les ambiguïtés inévitables. Une phrase telle que « le capitalisme ouvert, moderne, ne perdant pas de vue le sort des gens, tel est mon idéal et ma carrière » (*Cas 6, Pologne*) procède clairement d'une reconstruction biographique, se présentant comme liant dans une continuité « naturelle » le passé au présent. Ce propos, peu crédible si on le compare à la rationalité affichée par la nomenklatura dans les années soixante-dix, lorsqu'elle « construisait la société de consommation avec les moyens du socialisme », garde néanmoins une part de vraisemblance : cette partie de la nomenklatura que l'on retrouve aujourd'hui aux postes de commande de l'économie privée était *autant* disponible alors pour un socialisme de « marché » que pour le « libéralisme social », tant revendiqué par eux depuis 1989. La reconstruction biographique, s'approchant au plus juste du vraisemblable, amalgamant des discours parfois clairement contradictoires mais parfois coalescents, doit aussi être interprétée en fonction « des différentes espèces de capital qui sont en jeu dans le champ considéré »². La recomposition biographique, effectuée en relation avec les *intérêts* des individus, n'est évidemment jamais exposée telle quelle et c'est donc, souvent, la confession biaisée, « voilée », qui permet d'approcher leurs contradictions et de faire entrevoir ce qui a été rejeté dans *l'oubli* : ainsi aucun de nos interlocuteurs, qu'il soit tchèque, polonais ou hongrois, ne s'est interrogé sur son appartenance à la « classe dominante », aux privilèges qu'il en tirait et à l'opprobre qui pouvait en résulter.

Georges Mink est directeur de recherche au CNRS, Laboratoire d'analyse des systèmes politiques, Université de Paris X-Nanterre et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a dirigé *Transformation de la classe ouvrière en Europe de l'Est*, Paris, La Documentation française, 1979. Il est l'auteur (avec P. Michel) de *Mort d'un prêtre. L'affaire Popieluszko. Analyse d'une logique normalisatrice*, Paris, Fayard, 1985 et de *La force ou la raison. Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*, Paris, La Découverte, 1989. Il a dirigé (avec J.-Ch. Szurek) *Cet*

1. A. Hahn, « Contribution à la sociologie de la confession et autres formes institutionnalisées d'aveu : autothématisation et processus de civilisation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, juin 1986, p. 54-68.

2. Pierre Bourdieu, « Les événements biographiques se définissent comme autant de placements et de déplacements dans l'espace social, c'est-à-dire, plus précisément, dans les différents états successifs de la structure de la distribution des différentes espèces de capital qui sont en jeu dans le champ considéré », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, juin 1986, p. 71.

étrange postcommunisme. Rupture et transitions en Europe centrale et orientale, Paris, La Découverte-Presses du CNRS, 1992. Il a publié récemment «The Criss-Crossing Effects of Gorbachevism Between the Center and the Periphery of the Soviet Bloc», dans A. de Tinguy, *The Fall of the Soviet Empire*, Boulder, Columbia University Press, 1997 et *Vie et mort du bloc soviétique*, Paris-Florence, Casterman-Giunti, 1997. Ses thèmes de recherche portent actuellement sur la sociologie politique du communisme à l'Est, la sociologie de la transition postcommuniste et sur les élites et les partis politiques en Europe centrale et orientale (LASP, Université de Paris X-Nanterre, Bât. K, 92001 Nanterre Cedex).

Jean-Charles Szurek est chercheur au CNRS, Laboratoire d'analyse des systèmes politiques, Université Paris X-Nanterre et directeur-adjoint du LASP. Il est chargé d'enseignement à l'université Paris X-Nanterre (DEA de politique comparée et sociologie politique). Il est l'auteur de *Aux origines paysannes de la crise polonaise*, Paris, Actes Sud, 1982; il a co-dirigé *À l'Est, la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990 et (avec G. Mink) *Cet étrange postcommunisme. Rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte-Presses du CNRS, 1992 ainsi que «1989: une révolution sociale?», numéro spécial de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 4, 1994. Il a publié récemment (avec G. Mink) «De la nomenklatura polonaise aux élites économiques de l'après-communisme», dans H. Mendras, E. Suleiman, *Le recrutement des élites en Europe*, Paris, La Découverte, 1995; et «L'énigme polonaise», dans A. Czerniakow, *Carnets du ghetto de Varsovie*, Paris, La Découverte, 1996. Ses thèmes de recherche portent actuellement sur la sociologie du communisme à l'Est et sur le statut et les usages du passé communiste à l'Est (LASP, Université de Paris X-Nanterre, Bât. K, 92001 Nanterre Cedex).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

L'ANCIENNE ÉLITE COMMUNISTE EN EUROPE CENTRALE : STRATÉGIES, RESSOURCES ET RECONSTRUCTIONS IDENTITAIRES

La révolution de 1989 en Europe centrale et orientale a été largement négociée entre les élites communistes et l'opposition. Grâce à ce mode de transition, les élites de l'Ancien Régime ont réussi à créer les conditions de leur survie au point de former un des noyaux centraux d'une classe entrepreneuriale in statu nascendi et d'obtenir sur le plan politique une rapide légitimation électorale. Cette conversion réussie a provoqué une floraison de théories du complot selon lesquelles les communistes auraient pérennisé leur domination politique et économique au-delà du socialisme réel. Prenant la contre-pied de ces théories, ce travail fondé sur une enquête qualitative menée sur les anciennes élites communistes après 1989 examine le processus de conversion en montrant la lente interpénétration entre le cœur du système, le parti, dans les pays les plus ouverts à la future économie de marché (Pologne et Hongrie) et le secteur privé, jusqu'à englober les franges entières de la nomenklatura. Les auteurs concluent à l'existence de deux modèles de sortie du communisme, un modèle tchèque (stratégie de survie) et un modèle hongrois-polonais (stratégie d'anticipation) qu'illustrent les réorientations biographiques et les reconstructions identitaires.

L'ancienne élite communiste en Europe centrale

THE FORMER COMMUNIST ELITES IN CENTRAL EUROPE :
STRATEGIES, RESOURCES AND IDENTITY RECONSTRUCTIONS

The 1989 revolution in central and eastern Europe was largely negotiated by the communist elites and their opposition. Thanks to this peaceful transition, the elites of the former regime were able to set up survival conditions to such an extent that they now form one of the nuclei of an emergent entrepreneurial class and have achieved a rapid political-electoral legitimation. This successful conversion has given birth to an array of conspiracy theories, according to which communists have entrenched their political and economic rule after real socialism. Contrary to these theories, this article, based on a qualitative survey of post-1989 communist elites, examines the conversion process and shows the slow interpenetration between the heart of the system, the Party, in the countries already most open to the future market economy (Poland and Hungary), and the private sector, to the point of encompassing entire portions of the nomenklatura. The authors conclude that there are two models of exit from communism, a Czech model (strategy of survival) and a Hungarian-Polish model (anticipatory strategy), illustrated by biographical reorientations and identity reconstructions.